



YVES BOISVERT
L'AGONIE COMMERCIALE DU PLATEAU
PAGE A5

LA PRESSE

PRÉSIDENTIELLE
SARKOZY ATTAQUE
LA PRESSE EN FRANCE
PAGE A15

Des dizaines de milliers de partisans du président ont convergé hier vers Villepinte, en banlieue parisienne.

PHOTO REUTERS

SOIRÉE DES JUTRA 4 PAGES ARTS
L'ANNÉE LAZHAR

Monsieur Lazhar, de Philippe Falardeau (dernier à droite), a dominé hier soir la grande fête du cinéma québécois.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

AFFAIRES MAGAZINE
DES VISÉES DE GRANDEUR
RWAND
GREGORY CHARLES
D'homme-orchestre à homme d'affaires
NORMAND BOIVIN
Le Québécois à la rescousse

LA PRESSE AFFAIRES MAGAZINE
L'EFFERVESCENCE AFRICAINE
56 pages couleur

MICHEL GIRARD
L'ESSENCE ET VOUS
Comment profiter de la hausse de prix!
AFFAIRES

PÉNURIE DE MÉDICAMENTS
LE VRAI REMÈDE SE FAIT ATTENDRE
PAGES A2 ET A3



AUTO
LE DUEL DU MOIS
La Mazda5 se mesure à la Chevrolet Orlando



CARNAGE EN AFGHANISTAN
Un militaire américain a tué 16 villageois, dont 9 enfants, dans la province de Kandahar, bastion taliban. Le massacre laisse présager une nouvelle vague de violences anti-américaines.
PAGE A14

PHOTO ASSOCIATED PRESS
Assis près du corps de l'une des victimes d'un soldat américain, un Afghan semble perdu dans ses pensées.

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Pour déneiger le Plateau-Mont-Royal, le maire Ferrandez a engagé le soleil.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte

LV 621924 98765 1

VOYEZ MAINTENANT. ÉTALEZ VOTRE PAIEMENT JUSQU'EN 2017!

2012
2013
2014
2015
2016
2017

5 ANS POUR PAYER
Aucun acompte!

Dr Pierre Demers M.D., FRCSC Plus de 40 000 interventions
Dr Avi Wallerstein M.D., FRCSC Plus de 50 000 interventions
Dr Mark Cohen M.D., FRCSC Plus de 50 000 interventions

LASIK MD VISION
CORRECTION DE LA VUE AU LASER

À partir de **490\$** par œil*
LASIK 100% laser disponible

Consultation GRATUITE
1 877 768-9888
www.lasikmd.com

Accord D Desjardins

*Taux d'intérêt à partir de 8,9% sur 60 mois, sur approbation de crédit de Caries de crédit. Le taux d'intérêt peut varier en fonction de votre situation. Correction personnalisée à 1750 \$ par œil. Applicable sur une charge de deux yeux seulement. D'autres conditions peuvent s'appliquer.

POINTE-CLAIRE • LAVAL • MONTRÉAL • BROSSARD

CRISE DES MÉDICAMENTS

Du laboratoire
au patient
en six
étapes



1 LE FOURNISSEUR DE MATIÈRE PREMIÈRE

La majorité des médicaments sont des molécules, des produits chimiques qui forment l'ingrédient actif du médicament. Elles sont créées à la suite de manipulations dans des laboratoires qui se trouvent aux quatre coins du monde. Dans le cas des médicaments génériques, la matière première est de plus en plus fabriquée dans les pays émergents comme la Chine ou l'Inde, où les coûts de main-d'œuvre sont beaucoup moins élevés.



2 L'USINE DE FABRICATION

La matière première est ensuite acheminée à l'usine de fabrication, où l'ingrédient actif est mélangé avec d'autres produits pour favoriser son ingestion. Dans le cas de comprimés, l'ingrédient actif est mélangé avec des éléments inertes comme du sucre ou de l'amidon. On y ajoute aussi des « accélérateurs » pour aider le corps à les absorber plus rapidement. Les chaînes de production sont robotisées, mais des personnes font généralement des contrôles de qualité à plusieurs points de la chaîne.

La fabrication d'un médicament peut prendre d'un à deux jours, mais dans le cas d'un produit biologique, comme un vaccin, le temps de production peut atteindre un mois. Les médicaments injectables doivent aussi faire l'objet d'un test de stérilité qui peut prendre de 14 à 28 jours. Avant d'être relâchée, chaque cargaison doit faire l'objet d'un contrôle de qualité.

INFOGRAPHIE LA PRESSE



L'arrêt temporaire de la production de médicaments à l'usine Sandoz de Boucherville, à cause d'un incendie, a plongé le réseau de santé dans une crise.

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

LE CASSE-TÊTE DES PÉNURIES

Le Québec risque de devenir « le tiers-monde du médicament »

Le système hospitalier québécois gère depuis trois semaines la plus importante pénurie de médicaments injectables de son histoire. Avant cette crise, engendrée par des problèmes à l'usine Sandoz de Boucherville, peu de gens savaient que le Canada dépend presque d'un seul fournisseur. **Pourquoi ce monopole?** Incursion dans le labyrinthe du médicament.

DAPHNÉ CAMERON
ET MARTIN PRIMEAU

Les problèmes d'approvisionnement en médicaments injectables engendrés par les ennuis à l'usine de Sandoz de Boucherville ont levé le voile sur les risques de dépendre d'un seul fournisseur de médicaments essentiels. Le Québec devra revoir sa logique du plus bas prix possible s'il veut éviter de compromettre le système de santé, affirment plusieurs experts.

« Ce n'est pas vrai qu'une dose de morphine, ça vaut 57 cents! Pourtant, c'est cela que l'on paie et c'est pour cela qu'il y a juste un acteur qui veut en vendre et qu'il doit en vendre le plus possible. »

Bertrand Bolduc est un pharmacien qui a commencé sa carrière au sein de l'industrie pharmaceutique. Aujourd'hui, il exploite une pharmacie spécialisée dans la fabrication

de médicaments rares ou de mélanges trop compliqués à produire en milieu hospitalier. Son téléphone ne cesse de sonner depuis que Sandoz Canada a annoncé, il y a trois semaines, qu'il ralentissait considérablement, puis suspendait temporairement sa production de produits injectables à la suite d'un incendie. Avec le temps, Bertrand Bolduc est devenu spécialiste des ruptures de stock.

« Ça fait trois ans que je donne des conférences sur les ruptures de stock et que je dis que si rien ne change, on va devenir le tiers-monde du médicament. Aujourd'hui, nous en sommes arrivés là. »

Problèmes et solutions

Sur l'ensemble du territoire canadien, l'achat de médicaments pour les hôpitaux passe par l'intermédiaire de groupes d'achats. On en dénombre 11 au Québec, répartis selon

les régions administratives. Ces groupes d'achats ont pour mandat de regrouper les besoins des centres hospitaliers et de services sociaux qu'ils représentent et de trouver le plus bas soumissionnaire pour ces produits par l'entremise d'appels d'offres communs. Tout y passe, des médicaments aux produits d'entretien ménager, en passant par la literie.

Les appels d'offres qui ont trait aux médicaments se soldent par des ententes de trois ans avec les sociétés pharmaceutiques qui remportent la mise. Chantal Laurin, directrice générale de SigmaSanté, le groupe d'achat qui représente les établissements de santé des régions de Montréal et de Laval, explique que les contrats sont alloués un médicament à la fois. La pratique se distingue de celle employée par certains groupes d'achats à l'extérieur du Québec qui

permettent aux sociétés de leur soumettre des offres groupées, ou *bundling*. La stratégie permet aux groupes d'achats de réduire le coût payé pour certains médicaments en échange d'une acquisition élargie de produits pharmaceutiques.

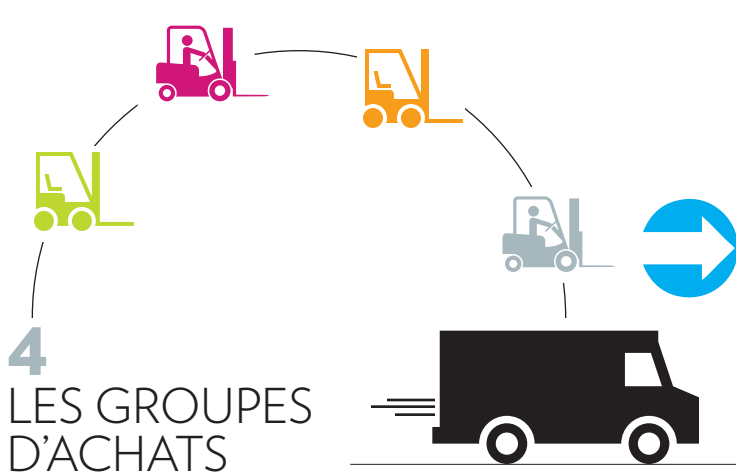
Le système d'appel d'offres québécois permet tout de même des économies d'échelle, mais produit à long terme un effet pervers qui réduit le nombre de fournisseurs. « Quand on soumet une proposition et qu'on se fait toujours battre pour des contrats de trois ans, après deux fois, on cesse la fabrication de nos produits et on s'en va ailleurs. »

M. Bolduc estime qu'il faudrait miser les producteurs locaux de médicaments, mais aussi revoir le système d'appel d'offres. En fractionnant le contrat d'approvisionnement pour chaque médicament entre plusieurs fournisseurs,

CRISE DES MÉDICAMENTS

3 LE GROSSISTE

Les médicaments sont ensuite acheminés vers les entrepôts des grossistes qui achètent les produits de plusieurs sociétés pharmaceutiques. Plusieurs grossistes distribuent des produits sur le marché québécois. À Montréal, à Laval et à Québec, les hôpitaux font affaire avec la firme McKesson.



4 LES GROUPES D'ACHATS

Au Québec, ce sont des groupes d'achats qui sont responsables d'acheter les médicaments pour les hôpitaux et CHSLD. Ces derniers procèdent par appels d'offres. La province compte 11 groupes d'achats qui regroupent les établissements par région. Acheter des médicaments en groupe permet d'obtenir un prix plus avantageux. À Montréal et à Laval, le groupe SigmaSanté s'acquitte de cette tâche. Chaque groupe d'achats est associé à un grossiste.

5 PHARMACIE DE L'HÔPITAL

Les pharmacies des hôpitaux commandent les médicaments dont elles ont besoin sur une base quotidienne. En moyenne, elles gardent des stocks d'environ un mois pour chaque produit. C'est lorsque les stocks se retrouvent sous le seuil de sept jours que l'on envisage l'annulation d'interventions non urgentes. Les pharmaciens des hôpitaux font affaire directement avec le grossiste.



6 LE PATIENT

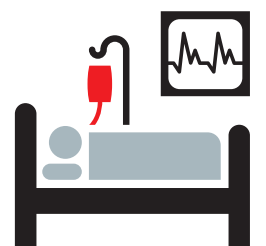


PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

Le processus réglementaire

1 Santé Canada

Pour être administré au Canada, un médicament doit d'abord être homologué par Santé Canada qui s'assure de la sécurité du produit. Ce processus prend généralement quelques mois. La fréquence des inspections des fabricants et distributeurs pharmaceutiques varie d'un à trois ans. Des inspections sont parfois menées à l'étranger.

2 Le Conseil d'examen du prix du médicament

Il s'agit d'un organisme fédéral qui fixe un prix maximal de vente des médicaments brevetés à leur sortie de l'usine de fabrication. Le Conseil ne s'occupe pas des médicaments génériques. Environ 1200 produits tombent sous sa régie et ils représentent 65 % des ventes de tous les médicaments au Canada.

3 Institut national d'excellence en santé et services sociaux du Québec (INESSS)

Lorsqu'une société pharmaceutique veut vendre un médicament au Québec, elle doit soumettre une demande à l'INESSS qui évalue la sécurité, le prix et les avantages de distribuer le médicament au Québec. Elle fournit ensuite ses recommandations au ministre de la Santé. Six listes de médicaments à ajouter sont soumises au ministre chaque année. Le processus d'évaluation pour chaque liste dure environ six mois.

4 La Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ)

Une fois le médicament approuvé par l'INESSS, le ministre peut décider de le placer sur la liste des médicaments remboursés par la RAMQ. Les nouveaux médicaments peuvent mettre d'un à deux ans avant de se retrouver sur ce formulaire. Un médicament n'a pas besoin de figurer sur la liste de la RAMQ pour être administré au Québec, mais s'il ne s'y trouve pas, il sera uniquement remboursé par l'État dans des cas très précis.

les établissements hospitaliers conserveraient un accès aux médicaments en cas de problème d'approvisionnement chez l'un des fabricants. « Si on veut maintenir différents fournisseurs, il faut leur donner des contrats. » Cette solution représente cependant un coût plus élevé pour les contribuables.

Une voie rapide

Afin de pallier la pénurie de médicaments injectables, Santé Canada tente actuellement de mettre sur pied un système de « fast-track » d'homologation de plusieurs produits fabriqués à l'étranger et qui ont déjà été jugés conformes aux normes européennes ou américaines. Il faut généralement au moins trois mois avant qu'un médicament soit approuvé par l'agence de santé publique fédérale. Il doit ensuite être approuvé par les provinces.

Ce système d'accélération d'importation en laisse plusieurs sceptiques. Le hic, explique Marc-André Gagnon, professeur de politiques publiques à l'Université Carleton et spécialiste des programmes pharmaceutiques, c'est que les usines qui fabriquent les médicaments de remplacement fonctionnent déjà à plein régime.

« Nous vivons dans une ère de production de juste-à-temps (just-in-time). Il faut comprendre que le générique est un marché en pleine expansion.

Alors la production fonctionne à plein rendement en ce moment, explique-t-il. Par ailleurs, on ne peut pas stocker des médicaments à l'étranger au cas où une pénurie surviendrait quelque part. »

Selon Bertrand Bolduc, c'est toute la chaîne d'approvisionnement qu'il faut revoir. « On est dans une situation où on ne sait pas quel est le stock

« Depuis 2008, on assiste à une multiplication des pénuries de médicaments en raison des contrôles de qualité plus sévères des autorités. »

— Marc-André Gagnon, professeur à l'Université Carleton

qu'il y a dans chaque hôpital, dans chaque grossiste, à la société. Ce n'est pas clair, ce n'est pas visible. »

En Suède, l'État possède une firme de production de médicaments génériques qui est notamment utilisée pour produire un médicament manquant, explique M. Gagnon. « Évidemment, c'est une solution à long terme. Ce qu'il faut retenir, c'est que dans les structures économiques

actuelles, c'est assez difficile de régler le problème de pénurie. »

Il reste que le gouvernement québécois n'a plus le choix de trouver une manière d'éviter des pénuries comme celle qui sévit actuellement dans les hôpitaux québécois, ont déclaré d'innombrables experts du monde de la santé depuis trois semaines.

Déjà, environ 80 interventions ont été annulées dans la région de l'Outaouais la semaine dernière. En Alberta, les patients doivent désormais se procurer eux-mêmes des capsules contre la nausée en pharmacie au lieu de recevoir le produit par intraveineuse à l'hôpital pendant leurs traitements de chimiothérapie. Et les pharmaciens hospitaliers mettent un temps considérable à gérer leurs stocks depuis trois semaines.

Le plus important groupe d'achats canadien, HealthPro Canada, qui achète des médicaments pour 255 établissements à l'extérieur du Québec, a laissé entendre la semaine dernière que la pénurie pourrait durer un an.

« Depuis 2008, on assiste à une multiplication des pénuries de médicaments en raison des contrôles de qualité plus sévères des autorités, affirme Marc-André Gagnon. Oui, il y a le cas de l'usine Sandoz, mais c'est juste un symptôme de ce qui est en train de se produire de manière plus générale. »

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 7	Horaires télévision	ARTS 6	Petites annonces	AFFAIRES 9 et 4
Astrologie du jour	AFFAIRES 10	Loteries	A 8	Sudoku	AFFAIRES 4
Débats	A16 et 17	Monde	A 13,14,15 et 18		
Décès	AFFAIRES 10	Personnalité	AFFAIRES 12		

Météo

Brumeux et passages nuageux, maximum 10, minimum 4. AFFAIRES 9

— Daphné Cameron

**0\$ D'ACOMPTE
À LA LOCATION**

Transport et préparation inclus (droits, TPS et TVQ en sus)

LA VENTE ÉTIQUETTES ROUGES



**UN RAV4 À CE PRIX,
C'EST DU JAMAIS VU.**

RAV4 2012

Louez le RAV4 2RM 2012 à partir de

278⁷⁴\$*

PAR MOIS
LOCATION 60 MOIS

Modèle 4RM V6 Sport illustré

**DANS NOTRE MÉTIER, LES ÉTIQUETTES ROUGES,
C'EST LE PIRE TEMPS DE L'ANNÉE.**



SEULEMENT AU QUÉBEC

COROLLA 2012

Louez la COROLLA CE 2012 à partir de

195⁶⁹\$*

PAR MOIS
LOCATION 60 MOIS



Modèle XRS illustré

**VOUS N'AVEZ ENCORE RIEN VU. NE MANQUEZ PAS
NOS OFFRES SUR TOUS LES AUTRES MODÈLES.**



Remise additionnelle
disponible avec le programme



toyotaquebec.ca

LES CONCESSIONNAIRES DU QUÉBEC

TOYOTA
faire toujours mieux

Programme de location au détail de Toyota Canada inc. conditionnel à l'approbation du crédit par Toyota Services Financiers. L'immatriculation, les assurances, les taxes et les droits sont en sus. Sous réserve des conditions applicables, les offres s'adressent aux particuliers qui louent un véhicule entre le 1^{er} mars et le 2nd avril 2012 chez un concessionnaire participant de la grande région de Montréal où vous pouvez obtenir tous les détails. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. * Offres applicables aux modèles Corolla CE 2012 manuelle (BU42EM AA) et RAV4 2RM 2012 (ZF4DVP AA) de base neufs en stock. Les mensualités tiennent compte de la remise de 1 459 \$ (Corolla CE 2012 manuelle BU42EM AA) et de 2 631 \$ (RAV4 2RM 2012 ZF4DVP AA). Franchise annuelle de 20 000 km. Frais de 0,07 \$ / 0,10 \$ du kilomètre excédentaire. Le montant exigé avant le début de la période de location est de 195,69 \$ / 278,74 \$. Les prix suggérés du fabricant des modèles Corolla CE 2012 manuelle (BU42EM AA) et RAV4 2RM 2012 (ZF4DVP AA) de base neufs en stock sont de 16 915 \$ / 26 600 \$, montants qui incluent des frais de transport et de préparation de 1 465 \$ / 1 635 \$ et la taxe sur le climatiseur de 0 \$ / 100 \$. Les prix suggérés du fabricant des modèles illustrés Corolla XRS 2012 (BE4OEM AA) et RAV4 4RM V6 Sport 2012 (RK4DVA AA) neufs en stock sont de 26 405 \$ / 34 300 \$, montants qui incluent des frais de transport et de préparation de 1 465 \$ / 1 635 \$ et la taxe sur le climatiseur de 100 \$. † Une initiative de l'AQLPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fonds vert. Pour plus d'information, visitez le www.faitesdelair.org. ** La remise aux diplômés (jusqu'à 500 \$) peut différer selon le modèle.

L'agonie commerciale du Plateau



**YVES
BOISVERT**
CHRONIQUE

Quand il neige trop, le Plateau arrête de déneiger pour économiser. Quand il neige moins, le Plateau arrête de déneiger pour économiser.

« Coudonc, va-tu falloir qu'on brûle nos déchets? », me demande un commerçant qui se lève la nuit pour haïr Luc Ferrandez.

Il se lève aussi le matin pour enlever la neige sur le trottoir devant son commerce et celle dans les espaces de parking. Espaces les plus chers en ville, comme chacun sait, et où la police de la circulation est la plus rigoureuse. Tu mets ces gars-là sur la construction, tu n'as plus besoin de commission d'enquête.

Avez-vous vu de quoi ont l'air les trottoirs sur Plateau, en cet hiver qui n'a pas eu lieu? Si ma mère y habitait, j'irais d'urgence la sortir du quartier. Quand une administration municipale en est rendue à chipoter sur le déblayage des trottoirs sous prétexte d'économie budgétaire, c'est que, vraiment, la faillite n'est pas loin.

■ ■ ■

L'an dernier, j'ai mangé avec Luc Ferrandez et je ne m'en suis pas encore tout à fait remis.

Je m'attendais à me faire engueuler un peu, vu ce que j'avais écrit de pas très sympathique au sujet du secrétaire général du Plateau-Mont-Royal.

Pensez donc. Le type est d'une affabilité et d'une transparence désarmantes. Je veux dire: on arrive armé de statistiques et de lamentations documentées... Et le gars vous dit: oui, c'est vrai, ça se peut qu'on se trompe.

Comment ça, ça se peut qu'on se trompe? J'étais venu

Mais même ça, quand je lui en ai parlé l'an dernier, il ne s'en défendait pas. Oui, les règles de circulation, de parking et de tarifs vont finir par tuer des commerces. C'est couru.

C'est sûr qu'il va y avoir des commerces qui vont fermer, m'a-t-il dit. Si ça va trop loin, on va réévaluer la situation. Mais on s'en va là. Et de m'expliquer ensuite ses nouveaux plans de restriction du parking. Il a été élu avec ce mandat-là, et aux prochaines élections, si on veut le foutre à la porte, qu'on le fasse.

il va déneiger... les pistes cyclables!

■ ■ ■

Pendant ce temps-là, l'avenue du Mont-Royal voit ses commerces fermer l'un après l'autre. Récession? Depuis un an, Guylaine Lévesque, de la poissonnerie La Dorade Rose, dit avoir perdu au moins 30% de son chiffre d'affaires.

« Les clients me le disent: c'est plus allable, sur le Plateau! Trop compliqué, venir ici, les rues, les parcs, maintenant la neige, ils ont une contravention et après ils

ouvrir une terrasse sur Mont-Royal. Elle coûtait 350\$ en taxes il y a sept ans... et 10 000\$ cette année. La terrasse de son autre bar, rue Masson (Rosemeont-La Petite-Patrie), lui coûte 10 fois moins. Les conseillers sont venus l'accueillir avec enthousiasme. L'atmosphère est au développement. Mais sur le Plateau, « on envoie la business ailleurs ».

Sa terrasse qui lui coûte 30 fois plus cher ferme aussi trois heures plus tôt, pour cause de tranquillité, ce qui veut dire moins d'emplois. Et, dit-il, 75% des employés sont des artistes du Plateau qui peuvent vivre dans le quartier avec ces jobs-là.

« On n'a pas de problème avec les taxes, mais les services diminuent! »

Mathieu Leblanc, copropriétaire de la Taverne Normand, s'est fait dire par un politique de Projet Montréal que même si la terrasse coûtait près de 10 000\$ cette année, il ferait « tellement d'argent qu'il pourrait s'acheter une Porsche ». En ce moment, ce père de deux enfants roule en Escort 1997, mais on décide que pour certains chez Projet Montréal, les commerçants sont de vulgaires faiseurs de profits qui ont des rêves de parvenus.

« J'étais fâché, maintenant je suis triste. Ils sont en train de détruire l'âme du Plateau. Les gens aiment mieux aller chez Loblaws à cause d'eux. Si Luc Ferrandez veut une place tranquille, il peut aller à Lanoraie! »

En vérité, tout fonctionne comme prévu. L'administration Ferrandez a choisi consciemment de détruire une partie de la vie commerciale du Plateau en échange de plus de tranquillité.

Mais les pistes cyclables seront déneigées.



Quand une administration municipale en est rendue à chipoter sur le déblayage des trottoirs sous prétexte d'économie budgétaire, c'est que, vraiment, la faillite n'est pas loin.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

pour m'engueuler! Ben non, le politicien te dit: on n'est pas trop sûrs, on essaie des affaires. Il paie le lunch en plus, vu qu'à notre premier rendez-vous dans un café biologique, il ne s'était pas pointé pour cause de malentendu, bref, Luc Ferrandez est vraiment fin, pas con pour deux sous, tu veux être son ami. Mais pas son administré!

Ce type est vraiment en train de tuer la vie commerciale sur le Plateau et ça ressemble à un plan.

Il disait ça avec la même transparence que la semaine dernière, quand il a reconnu qu'il y avait un certain fondement aux critiques de Michael Applebaum sur son refus de déneiger.

Hey! Enlever la neige! N'est-ce pas l'ABC de la gestion municipale au Québec? Non seulement il ne le fait pas, mais il va aussi foutre des amoncellements devant des commerces. Il glisse ensuite dans une séance de conseil que l'an prochain,

ne reviennent plus. C'est pas vrai qu'on peut vivre seulement avec la clientèle locale qui vient à pied.»

Annie Milhomme, copropriétaire du Second Cup, évalue sa baisse de clientèle à plus de 20% en un an. Elle fait partie de ceux qui doivent déneiger eux-mêmes les espaces de stationnement – on parle de Mont-Royal et Marquette!

« Les gens vont ailleurs, c'est trop compliqué. »

Federico Rivas, du bar Chez Baptiste, a été le premier à



Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

Diminuez votre hypothèque

L'hypothèque à petit taux fixe de 5 ans.
Seulement chez BMO.

Jusqu'au 28 mars, bénéficiez de ce taux exceptionnellement petit.
Ne ratez pas la chance d'économiser des milliers de dollars
en intérêts et ainsi rembourser votre hypothèque encore plus vite.

Passez en succursale ou laissez un de nos spécialistes mobiles en prêts
hypothécaires venir à vous. Consultez bmo.com/HypothèqueAPetitTaux



BMO  Banque de Montréal

Ça a du sens. Profitez.^{MD}

*Le taux annuel du coût d'emprunt (TAC) pour le prêt hypothécaire fermé de 5 ans à petit taux fixe est de 2,99%. Le TAC est fondé sur l'hypothèse qu'il n'y a aucuns frais applicables. Si nous demandons une évaluation de la propriété, les frais s'y rattachant auront pour effet d'augmenter le TAC. Les fonds doivent être avancés dans les 90 jours suivant la date de votre demande de prêt. L'offre peut être modifiée, retirée ou prolongée en tout temps sans préavis. Les critères d'octroi de crédit habituels de la Banque de Montréal s'appliquent. Des conditions peuvent s'appliquer. Cette offre spéciale ne s'applique pas à la MargExpress sur valeur domiciliaire^{MD}.

^{MD}Marque de commerce déposée de la Banque de Montréal.

ACTUALITÉS

Blessé à un œil pendant une manifestation

Le cégépien dénonce « l'arrogance » d'un policier

TRISTAN PÉLOQUIN

En voyant le sang gicler de son œil mercredi dernier, Francis Grenier croyait que les policiers lui viendraient vite en aide. « J'ai toujours cru que le travail des policiers est de protéger et de servir la population. Malheureusement, ce que j'ai vu, c'est de l'arrogance et du je-m'en-foutisme. »

« J'étais complètement en panique. J'essayais juste d'essuyer le sang pour ne pas qu'il coule dans mon œil. Tout ce que je voyais, c'était le visage des autres étudiants qui paniquaient autant en implorant un policier d'appeler l'ambulance », a-t-il dit hier lors d'un long entretien téléphonique avec *La Presse*.

De l'harmonica

Environ cinq minutes avant que la situation ne dérape, Francis Grenier jouait de l'harmonica assis dans la rue, près du siège social de Loto-Québec, avec un petit groupe de personnes. D'autres manifestants ont alors érigé une barrière de grillage au milieu de la rue, et Francis et le petit groupe se sont retrouvés coincés entre les policiers et les grilles. « Il y a eu un premier avertissement de la police. On ne voulait pas rester pris là. On a voulu reculer, et c'est là que j'ai entendu la première détonation », raconte Francis Grenier.

Selon plusieurs témoignages et des images diffusées sur YouTube, les policiers



Francis Grenier, sur une photo prise avant la manifestation et sa blessure survenues la semaine dernière.

ont lancé au moins deux grenades assourdissantes dans la foule.

« J'ai vu la deuxième bombe. C'était un objet

visage. Chaque fois que je regardais mes mains, il y avait plus de sang. Alors je me suis mis à paniquer », raconte le cégépien de 22 ans.

des serviettes de table pour éponger mon visage. On a alors demandé à un policier d'appeler une ambulance. Plusieurs étudiantes l'imploraient d'ap-

« Je ne suis pas un militant aguerri. Je n'avais jamais manifesté avant que la grève commence. Mais il me semble que c'est un droit qu'on doit défendre. J'espère que les policiers vont le respecter. » — Francis Grenier

argenté, qui a éclaté tout près de moi, à un pied de ma tête. J'ai vu un flash noir et une giclée de sang. J'ai couru et j'ai mis mes mains sur mon

Il dit avoir couru jusqu'à l'angle des rues De Bleury et Sherbrooke, où se trouvait un barrage policier. « Des manifestantes sont allées chercher

per les secours. Mais il a dit qu'il ne pouvait rien faire. Il a commencé à avancer son véhicule, puis il est parti », soutient le jeune homme.

L'ambulance a fini par arriver et Francis Grenier a été emmené à l'hôpital, où il a vite reçu une panoplie de soins médicaux.

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) n'a pas voulu commenter hier la version des faits de Francis Grenier, et s'est contenté de rappeler qu'une enquête est en cours.

Aujourd'hui, après quelques jours de réflexion, Francis Grenier en veut beaucoup à ce policier qui aurait refusé de lui venir en aide. « C'était à lui d'appeler les secours. Pas à une autre personne. Il a agi avec arrogance. Il m'a dit qu'il ne pouvait rien faire, puis il est parti. J'aimerais savoir pourquoi les choses se sont passées comme ça. J'ai peur que ça se reproduise. »

Qui est le policier?

Le père de Francis, Gilles Grenier, tente depuis deux jours de trouver le numéro de matricule de ce policier en prenant contact avec les témoins directs de l'incident. « Ce policier mérite de tourner des boulettes de hamburger dans un restaurant », lance-t-il. Gilles Grenier ne s'en cache pas: il songe à tenter une poursuite contre le SPVM pour la façon dont s'est déroulée l'opération policière.

Alité pour encore deux semaines, obligé de garder la tête appuyée sur son oreille droite, son fils a cependant d'autres soucis. « Pour l'instant, ma priorité est de soigner mon œil et de recouvrer la vue. Après, on verra », dit Francis Grenier.

Devenu un symbole de la grogne étudiante malgré lui, il dit espérer que ses confrères continueront de manifester pacifiquement. « Je ne suis pas un militant aguerri. Je n'avais jamais manifesté avant que la grève commence. Mais il me semble que c'est un droit qu'on doit défendre. J'espère que les policiers vont le respecter. »

GRÈVE ÉTUDIANTE

Des artistes pour adoucir le message

LA PRESSE CANADIENNE

Les étudiants et élèves en grève opposés à l'augmentation des droits de scolarité tenteront de se faire entendre grâce à un marathon musical de 48 heures à compter de vendredi, à Montréal.

C'est ce qui a été dévoilé hier par les représentants de la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE) et de la

Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), en compagnie du Mouvement de mobilisation des étudiants en musique (MMEU).

En entrevue, la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a expliqué que plus de 175 artistes, dont les Zapartistes, se succéderont sur scène. La journée de samedi se déroulera par ailleurs à la salle de spectacle L'Astral.

Selon elle, il s'agit d'une nouvelle façon pour les étudiants de rallier la population à leur cause grâce à des moyens qui ne sont pas des manifestations. La présidente de la FEUQ espère que la notoriété des artistes en incitera plusieurs à se joindre aux étudiants dans leur combat contre le gouvernement Charest.

Par ailleurs, la FEUQ et la Fédération étudiante

collégiale du Québec (FECQ) s'engageront dans des activités communautaires au courant de la semaine un peu partout au Québec. M^{me} Desjardins a indiqué qu'en agissant de la sorte, les étudiants veulent « redonner ce que la société québécoise a investi en eux ».

Selon elle, plus de 160 000 étudiants et élèves sont actuellement en grève, un nombre qui devrait augmenter malgré le

refus du gouvernement de Jean Charest de modifier sa position.

La présidente de la FEUQ déplore que les libéraux continuent d'affronter la jeunesse plutôt que de lui laisser sa place au sein de la société.

M^{me} Desjardins rappelle que le premier ministre Jean Charest, qui est également responsable des dossiers qui concernent la jeunesse, a fait très peu dans ce domaine récemment.

OFFREZ-VOUS
UNE PROMOTION.

ACURA

TL 2012

PAIEMENT MENSUEL	TAUX DE LOCATION 36 MOIS	COMPTANT
498\$	1,5%	2500\$

Transport, préparation et taxe sur climatiseur inclus.

INCLUANT DE SÉRIE

MOTEUR V6 VTEC^{MD}, 280 CH.

SIÈGES EN CUIR CHAUFFANTS

TOIT OUVRANT ÉLECTRIQUE

CHAÎNE SONORE DE 276 WATTS,
8 HAUT-PARLEURS

INTERFACE MAINS LIBRES
HANDSFREELINK^{MC} BLUETOOTH^{MD}

ACURA DE LAVAL | 2500, boul. Chomedey, Laval | 450 682-4050
ACURA GABRIEL | 4648, boul. Saint-Jean, Dollard-des-Ormeaux | 514 696-7777
ACURA PLUS | 255, boul. de la Seigneurie, Blainville | 450 435-4455
ACURA BROSSARD | 9100, boul. Taschereau, Brossard | 450 659-1616
LUCIANI ACURA | 4040, rue Jean-Talon O., Montréal | 514 340-1344
ACURA MÉTROPOLITAIN | 5625, boul. Métropolitain, Saint-Léonard | 514 362-2872



MANIFESTATION ÉTUDIANTE

Un enseignant porte plainte contre un policier

EXCLUSIF

ÉMILIE BILODEAU

Une plainte de voies de fait a été déposée contre un policier à la suite d'une manifestation étudiante qui s'est déroulée la semaine dernière. Un enseignant du collège Ahuntsic affirme avoir reçu un coup de matraque dans le ventre et avoir été poussé contre un mur pendant que sa copine et lui tentaient de quitter le groupe de manifestants.

Sébastien Paquin-Charbonneau a été touché par

l'histoire de Francis Grenier, un manifestant qui a reçu une grenade assourdissante dans l'œil mercredi. Il a donc décidé de se rendre à la soirée qui a été organisée le jour même pour apporter du soutien à l'élève du cégep de Saint-Jérôme.

Mais une fois arrivé rue Saint-Denis, l'enseignant a senti que les policiers tentaient d'encercler le groupe de manifestants et que la tension montait. Il a donc décidé de se réfugier dans un restaurant pour attendre que le groupe s'éloigne et ensuite pouvoir quitter la manifestation.

À sa sortie du commerce, le couple se dirige vers la terrasse Saint-Denis, mais un groupe de policiers bloquent le passage. M. Paquin-Charbonneau demande alors à une policière s'il peut quitter la manifestation. Cette dernière répond qu'il doit s'adresser au sergent. Au même moment, « il y a un policier hors de contrôle qui est arrivé derrière elle et qui lui a demandé » ce que le couple voulait. « Elle lui a répondu: "Laisse-le faire, c'est un petit crisse de fendant" », raconte-t-il.

« Je suis prof au cégep. J'ai passé les folies. Je suis resté

bouche bée par l'agressivité de ces propos », raconte-t-il.

Mais les événements ne s'arrêtent pas là, selon lui. Le policier a alors séparé l'enseignant de sa copine et l'a poussé jusqu'à un mur à l'aide de sa matraque. Le policier a ensuite menacé de l'arrêter s'il ne quittait pas les lieux.

Cette nuit-là, M. Paquin-Charbonneau a mis des heures avant de s'endormir. Durant l'intervention, il a réussi à garder un certain calme. Il croit cependant qu'un jeune étudiant, dominé par ses émotions, aurait pu réagir autrement. « Le policier s'est

livré à des voies de fait portant atteinte à mon intégrité et à mon droit de manifester pacifiquement et d'être sur la voie publique », déplore-t-il.

Dès le lendemain, il s'est rendu au poste de police pour déposer une plainte criminelle de voies de fait contre le policier qui l'a bousculé. Vendredi, il a également déposé une plainte en déontologie policière.

Au Service de police de la Ville de Montréal, il a été impossible de savoir si d'autres plaintes criminelles ont été déposées la semaine dernière à la suite des manifestations étudiantes.



DÉCLARATION À L'OCCASION DE L'ANNÉE INTERNATIONALE DES COOPÉRATIVES



Considérant

QUE l'Assemblée générale des Nations Unies, le 18 décembre 2009, a proclamé 2012 l'Année internationale des coopératives et a appelé les États membres et les autres acteurs à promouvoir l'essor des coopératives en tant qu'entreprises commerciales et sociales capables de contribuer au développement durable, à l'élimination de la pauvreté et à la création de moyens de subsistance dans divers secteurs économiques, en milieu rural aussi bien qu'urbain, et à favoriser la création de coopératives dans des domaines nouveaux ou émergents;

QUE, dans l'actuel contexte de crises économiques répétitives, 92 000 Québécoises et Québécois à l'emploi de 3 300 coopératives et mutuelles, ayant 22 milliards \$ de chiffre d'affaires, se mobilisent avec 10 000 dirigeants pour répondre aux besoins de plus de 8 millions de membres et mettre en œuvre des solutions pratiques aux enjeux sociétaux majeurs que sont les changements démographiques, le développement durable et l'occupation du territoire;

QUE l'apport historique et actuel des coopératives et des mutuelles dans le développement social et économique du Québec est un gage de leur capacité à participer à la prospérité durable du Québec en répondant aux besoins socio-économiques de la population, par des entreprises autonomes et indépendantes, pérennes et inaliénables, possédées et gérées démocratiquement et solidairement par les usagers.

Nous, soussignés :

Reconnaissons que les coopératives et les mutuelles donnent vie à la conviction que c'est en se regroupant solidairement et en fonctionnant démocratiquement qu'une population répond le mieux à ses besoins et à ceux de sa communauté et réalise plus amplement ses aspirations.

Réitérons l'importance de promouvoir le potentiel des coopératives et des mutuelles, ainsi que de leurs réseaux, en tant qu'entreprises autonomes et autogérées, pour que les populations s'impliquent dans l'économie et s'approprient leurs ressources, exercent leur souveraineté alimentaire, aménagent des services de proximité et consomment de façon responsable.

Recommandons la mise en place des conditions favorables au développement des coopératives et des mutuelles, adaptées à leur nature et à leurs fonctions, respectant leur autonomie et reconnaissant l'importance de la formation et de l'éducation aux valeurs et aux principes coopératifs¹ autant dans les entreprises que dans le système d'éducation.

Déclarons que le temps est venu d'utiliser davantage les coopératives et les mutuelles, avec les autres forces vives de la société civile, pour proposer et mettre en œuvre une vision d'un Québec économiquement viable, socialement équitable et écologiquement durable.

Monsieur Robert Lefebvre
Président
Association des centres locaux de développement du Québec

Madame Édith Cyr
Présidente
Association des groupes de ressources techniques du Québec

Madame Shanie Morasse
Secrétaire générale
Association pour une solidarité syndicale étudiante

Monsieur Michel Gervais
Président par intérim
Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux

Monsieur Denis Labelle
Président
Association québécoise des organismes de coopération internationale

Monsieur François Vaudreuil
Président
Centrale des syndicats démocratiques

Monsieur Réjean Parent
Président
Centrale des syndicats du Québec

Madame Nancy Neamtan
Présidente-directrice générale
Chantier de l'économie sociale

Monsieur Louis Roy
Président
Confédération des syndicats nationaux

Monsieur Yves-Thomas Dorval
Président
Conseil du patronat du Québec

Monsieur Jean Beauchesne
Président-directeur général
Fédération des Cégeps

Madame Françoise Bertrand
Présidente-directrice générale
Fédération des chambres de commerce du Québec

Madame Josée Bouchard
Présidente
Fédération des commissions scolaires du Québec

Monsieur Michel Arseneault
Président
Fédération des travailleurs du Québec

Monsieur Léo Bureau-Blouin
Président
Fédération étudiante collégiale du Québec

Monsieur Bernard Généreux
Président
Fédération québécoise des Municipalités

Monsieur Alain Aubut
Président-directeur général
Fondation de l'entrepreneurship

Monsieur Alain Fortier
Président
Fondation pour l'éducation à la coopération et à la mutualité

Monsieur René Lachapelle
Président
Groupe d'économie solidaire du Québec

Monsieur Simon Prévost
Président
Manufacturiers et exportateurs du Québec

Monsieur Christian Simard
Directeur général
Nature Québec

Madame Manon Durivage
Présidente
Ordre des comptables agréés du Québec

Monsieur Denis Leclerc
Coordonnateur
Regroupement des CDEC du Québec

Madame Johanne Rheault
Présidente
Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire

Madame Hélène Deslauriers
Directrice générale
Réseau des sociétés d'aide au développement des collectivités

Madame Claire Bolduc
Présidente
Solidarité rurale du Québec

Monsieur Denis McKinnon
Directeur général
Table nationale des corporations de développement communautaire

Monsieur Éric Forest
Président
Union des municipalités du Québec

Monsieur Marcel Groleau
Président
Union des producteurs agricoles du Québec

Les signataires sont présentés dans l'ordre alphabétique des organismes

MEMBRES DU CONSEIL QUÉBÉCOIS DE LA COOPÉRATION ET DE LA MUTUALITÉ

Conseil québécois de la coopération et de la mutualité

Le Conseil et ses membres soulignent l'appui de ces organisations nationales à la déclaration.

- Agropur coopérative
- Confédération québécoise des coopératives d'habitation
- Fédération des coopératives d'alimentation du Québec
- Fédération des coopératives de câblodistribution et de télécommunication du Québec
- Fédération des coopératives de développement régional du Québec
- Fédération des coopératives de services à domicile et de santé du Québec
- Fédération des coopératives des paramédics du Québec
- Fédération des coopératives du Nouveau-Québec
- Fédération des coopératives funéraires du Québec
- Fédération québécoise des coopérative en milieu scolaire
- Fédération québécoise des coopératives forestières
- Groupe Promutuel
- La Capitale mutuelle de l'administration publique
- La Coop fédérée
- Mouvement Desjardins
- Réseau de la coopération du travail du Québec
- SSQ Mutuelle de gestion

1. Valeurs et principes coopératifs définis par l'Alliance coopérative internationale : Solidarité, Démocratie, Engagement, Entraide, Développement durable (valeurs). Principes : adhésion volontaire et ouverte à tous, pouvoir démocratique exercé par les membres, participation économique des membres, autonomie et indépendance, éducation, formation et information, coopération entre les coopératives et engagement envers la collectivité.

Aux fins de la présente déclaration le terme « coopérative » désigne une association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs au moyen d'une entreprise dont la propriété est collective et où le pouvoir est exercé démocratiquement; le terme « mutuelle » désigne une entreprise collective de prévoyance volontaire fondée sur un système d'engagements réciproques par lequel les membres d'un groupe unissent leurs efforts et s'assurent contre certains risques en se garantissant les mêmes avantages et en excluant toute idée de bénéfice.

MONTRÉAL PLUS

Cri d'alarme pour les sans-abri

Le gouvernement Harper accusé de retarder un projet dans Hochelaga-Maisonneuve

DAPHNÉ CAMERON

Les élus du quartier Hochelaga-Maisonneuve présentent Ottawa d'allouer une aide financière à deux organismes qui s'attaquent au problème de la narco prostitution et de l'itinérance. Ils soupçonnent le gouvernement conservateur de vouloir bloquer une subvention approuvée par l'agence de la santé et des services sociaux de Montréal pour des motifs purement idéologiques.

La députée fédérale néo-démocrate, Marjolaine Boutin-Sweet, la députée péquiste, Carole Poirier, et le maire de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Réal Ménard, ont exhorté hier la ministre chargée du dossier, Diane Finley, d'accorder une aide financière de 635 000\$ à l'organisme Dopamine. Le groupe vient en aide aux consommateurs de drogues injectables du secteur, clientèle composée d'un grand nombre

de prostituées et de sans-abri. Il souhaite quitter ses locaux exigus pour emménager dans un plus grand espace, rue Sainte-Catherine. Or, le gouvernement fédéral tarde à allouer la subvention qui a été demandée dans le cadre du programme SPLI

« Comme élus, nous avons des raisons de penser qu'il y a des motivations philosophiques qui envoient comme message que si vous êtes une prostituée, vous n'êtes pas réellement une bénéficiaire de services. »

— Réal Ménard, maire de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

(Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance). Le projet a été approuvé en 2011 par un comité qui relève de l'agence de la santé et des services sociaux de Montréal. Dopamine reçoit 12 000 visites par année.

« Ça fait plusieurs années que l'on travaille avec le programme SPLI dans notre

quartier. Le vrai scandale, c'est que généralement, l'acceptation par l'agence fait foi d'une approbation que l'on juge à peu près définitive et à laquelle il ne manque que la signature ministérielle, a expliqué le maire Réal

comme message que si vous êtes une prostituée, vous n'êtes pas réellement une bénéficiaire de services. »

« Avec les questions qu'ils posent, on commence à se demander s'ils ne cherchent pas des raisons pour ne pas avoir à octroyer la subvention », a ajouté M^{me} Boutin-Sweet.

Les élus demandent aussi au gouvernement d'allouer une somme de 60 000\$ pour embaucher deux travailleurs sociaux qui travailleraient dans un centre de répit de quatre lits pour prostituées et de quatre lits pour sans-abri, un projet déposé par l'organisme Carrefour d'alimentation et de partage (CAP) Saint-Barnabé. Le centre de répit occuperait les locaux de Dopamine après son déménagement.

« On veut offrir aux filles une porte de sortie, a expliqué Carole Poirier. On est tous conscients que ce n'est pas la première ou la deuxième visite qui va faire changer

l'ensemble de la situation du quartier, mais on a confiance que lorsque la fille va prendre l'habitude de venir ici, qu'il y aura du personnel médical et social sur place pour l'aider dans son cheminement, pour l'aider à aller en désintox, il va y avoir des ressources là pour l'aider à raccrocher. »

Le maire de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve estime que pour maintenir une « paix » dans ce quartier de son arrondissement, il est très important d'avoir des travailleurs communautaires. Actuellement, cinq travailleurs de rue sillonnent le quartier pour venir en aide aux prostituées et sans-abri. Selon le maire Ménard, leur travail est indispensable pour d'abord les aider à se raccrocher au système de santé et, en fin de compte, à quitter la rue. Le directeur général du CSSS Lucille-Teasdale, Daniel Corbeil, était d'ailleurs présent au point de presse hier pour témoigner de son appui aux deux projets.

Patience au centre-ville

Un tronçon de la rue Viger fermé

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Nouveaux maux de tête pour les automobilistes montréalais: l'avenue Viger est fermée entre les rues Saint-Denis et Sanguinet depuis ce matin.

Et ils ne doivent pas espérer y remettre les pneus sous peu, puisqu'au moins trois mois s'écouleront avant la réouverture, prévue au début du mois de juin. Les constructeurs promettent toutefois de travailler « en mode quasi continu ». Des ouvriers travailleront le soir, la nuit et les fins de semaine afin d'accélérer la progression du chantier, dans la mesure du possible.

Si un petit tronçon seulement de l'artère sera bloqué, l'impact sur la fluidité du trafic automobile dans l'est du centre-ville pourrait être important. Au point où la Ville de Montréal a exigé le dépôt d'un plan de gestion de la circulation pour cette fermeture.

« C'est un scénario qui exigera une certaine dose d'indulgence de la part de tous », a admis le directeur du projet de construction, Hector Martinez, lors d'une conférence de presse tenue

Aux heures de pointe, quelque 1900 véhicules s'engagent normalement chaque heure dans la partie maintenant fermée de la rue Viger.

la semaine dernière. « Nous avons le scénario le plus court, mais aussi, et surtout, le plus sûr pour les piétons, les cyclistes, les travailleurs et bien sûr les automobilistes. »

La signalisation invitera les automobilistes à contourner le tronçon fermé



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE
Cette section de la rue Viger, à la hauteur du chantier du CHUM, sera fermée pour au moins trois mois à compter de ce matin.

par la rue Notre-Dame, au sud, ou encore par le boulevard René-Lévesque, au nord. Selon le Groupe SM, chargé par le consortium de construction du CHUM d'étudier la circulation dans cette partie du centre-ville, 5 grandes affiches électroniques et 21 panneaux devraient suffire pour transmettre le message aux automobilistes.

Aux heures de pointe, quelque 1900 véhicules s'engagent normalement chaque heure dans la partie maintenant fermée de la rue Viger. Selon M. Martinez, il s'agit de « la plus importante entrave à prévoir »

pour le projet du nouveau CHUM.

Tunnel piétonnier

Le consortium responsable de la construction du nouveau CHUM a décidé de fermer l'avenue Viger pour construire un tunnel piétonnier reliant l'hôpital à son centre de recherche. Le coulage du béton armé nécessite l'excavation d'une tranchée de quelques mètres de profondeur d'un côté à l'autre de l'avenue Viger.

Divisé en deux, le tunnel permettra au public et aux professionnels de la santé de se déplacer entre les bâtiments.

Effondrement au Parc olympique

Des travaux de plusieurs semaines sont prévus

VALÉRIE SIMARD

Les travaux de sécurisation se poursuivent au Parc olympique à la suite de l'effondrement d'une dalle de béton dans un stationnement souterrain, le 4 mars dernier.

Une dizaine d'employés travaillent toujours à sécuriser les lieux. De 400 à 450 mètres cubes de terre ont été retirés du lieu de l'effondrement au cours des derniers jours. En raison du temps doux, un système d'évacuation des eaux et un toit ont été installés. Des vérins hydrauliques ont aussi été mis en place pour renforcer la structure.

« On est toujours à sécuriser et stabiliser la situation, indique le porte-parole de la Régie des installations olympiques (RIO), Christian Gagnon. Il y a encore quelques jours de travail à faire. On souhaite terminer ça incessamment. Mais, c'est important de prendre le temps nécessaire et de bien s'assurer que la situation est stable. »

Lorsque les lieux seront sécurisés et que la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) aura donné son aval, le nettoyage des débris qui se trouvent dans le stationnement pourra débuter. Selon la RIO, les travaux dureront plusieurs semaines. Rappelons qu'une dalle de béton de 8 mètres sur 12 mètres s'est détachée du plafond du stationnement souterrain situé près du stade Saputo.

Enquête à venir

Ce n'est qu'une fois le nettoyage terminé que l'enquête de la RIO sur les causes de l'effondrement pourra commencer. La présence d'une grande quantité de terre placée au-dessus du stationnement souterrain dans le cadre des travaux d'agrandissement du stade Saputo pourrait être à l'origine d'une surcharge sur la dalle de béton. La firme de génie-conseil CIMA + et la société Broccolini, maître d'œuvre des travaux, se sont renvoyé la balle quant à la responsabilité de l'effondrement, la semaine dernière.

La fermeture du stationnement prive les usagers du Parc olympique de 800 à 1000 espaces de stationnement sur les 4000 habituellement à leur disposition. Les deux autres stationnements souterrains restent ouverts. Christian Gagnon rappelle que les activités du Parc olympique se poursuivent. Samedi prochain, l'Impact disputera au Stade olympique son premier match de la saison à domicile.

Courez la chance de gagner un superbe voyage en Finlande pour découvrir l'original «Snow Village»!

Pour participer, notez l'indice du jour ci-dessous et rendez-vous sur rythmefm.com dans la section concours.

INDICE DU 12 MARS : EXPÉDITION

rythme 105.7 Montréal

village des neiges snowvillage

LA PRESSE

Un indice différent sera publié tous les jours dans La Presse jusqu'au 16 mars. Un finaliste pour le grand prix sera sélectionné chaque jour. Pour tous les détails et les règlements, visitez la section concours de rythmefm.com. La date limite pour participer est le 16 mars. Le tirage aura lieu le 16 mars aux bureaux de Rythme FM. La valeur totale approximative des prix est de 12 000 \$.

Résultats des tirages du : 2012-03-11

LOTO QUÉBEC

Power 8 8 9 10 D Triplex 13 22 23 34 38

Banco 09 10 14 18 28 31 32 34 36 38 40 41 43 45 46 50 51 59 63 70

Quintissime 3 389 4 6463

Astro Jour - Mois - Année - Signe Extra 7841961
26 NOVEMBRE 01 BÉLIER

Résultats des tirages du : 2012-03-10

649 04 17 25 10 compl. 06 12 24 44 compl. 26 39 49 25 26 41

Prochain gros lot (approx.) : 13 000 000 \$

LOTS BONIS
03 07 18 26 36 42 * 649 11 21 33 38 40 48 *

*CAGNOTTE PARTAGEABLE DE 649 000 \$

Power 6 10 D R A Triplex 09 13 29 33 39

Banco 01 02 07 10 11 23 27 31 32 36 38 44 45 46 53 54 55 58 59 66

Quintissime 3 375 4 8252

Astro Jour - Mois - Année - Signe Extra 8562277
13 JUIN 94 TAUREAU

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

PROMOTION

Guide officiel 2012 du

SALON NATIONAL DE L'HABITATION

Un cahier à conserver ce mercredi dans LA PRESSE

CENTRES D'HÉBERGEMENT DE SOINS DE LONGUE DURÉE

L'AQRP veut l'heure juste

LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Alors que les ministres de la Santé et des Services sociaux du Québec doivent rencontrer les médias aujourd'hui pour faire le point sur la situation dans les centres d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD), une association de retraités leur demande de faire preuve de transparence.

L'Association québécoise des retraités des secteurs public et parapublic (AQRP) espère que les

ministres Yves Bolduc et Dominique Vien présenteront un portrait réel et « sans complaisance ».

L'AQRP souhaite que 12 inspecteurs soient engagés pour faire l'évaluation rigoureuse de l'état des services dans les centres d'hébergement.

Le directeur général de l'AQRP, Luc Vallerand, a expliqué hier que le gouvernement doit indiquer clairement la proportion des

recommandations faites dans le cadre des visites d'appréciation réalisées entre 2009 et 2011 qui ont entraîné

des changements dans les CHSLD.

M. Vallerand a illustré qu'après bien des vœux pieux de la part du gouvernement,

il est temps que les « bottines suivent les babines ».

L'AQRP souhaite que 12 inspecteurs soient engagés afin de sillonner le Québec pour faire l'évaluation rigoureuse de l'état des services dans les centres d'hébergement. Elle demande au gouvernement d'indiquer le nombre d'inspecteurs qu'il compte embaucher et quand ceux-ci commenceront leur travail.

La semaine dernière, la ministre Vien a dû réagir lorsque des cas de maltraitance

dans des CHSLD de la province ont été révélés. De plus, le peu de suivi fait à la suite des visites d'appréciation réalisées par les inspecteurs, qui préviennent les centres avant de s'y rendre, a aussi été montré du doigt par la protectrice du citoyen.

M^{me} Vien avait annoncé l'embauche de nouveaux inspecteurs. À l'heure actuelle, deux personnes se partagent la tâche d'inspecter les plus de 450 établissements que compte le Québec.

Se basant sur les recommandations faites dans les rapports d'inspection, l'AQRP croit que les ministres doivent s'attaquer rapidement au manque de respect des goûts et du rythme des résidents en ce qui concerne les repas et à la présence de produits dangereux non surveillés dans les CHSLD.



HONDA

Toujours première!



En 2011, la Civic a été la voiture la plus vendue au pays pour la 14^e année consécutive.

Civic 14
LA VOITURE LA PLUS VENDUE

Civic DX 2012

En location

198\$*
48 mois

Transport et préparation inclus

0\$
comptant

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

hondaquebec.ca

POLITIQUE

Marois dynamisée par les sondages

La chef du Parti québécois tire à boulets rouges sur la CAQ de François Legault

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Encouragée par une hausse importante de sa cote de popularité dans les derniers sondages d'opinion, Pauline Marois a vertement attaqué François Legault, hier, tout près de son ancien bastion de L'Assomption, dans la couronne nord de Montréal.

«Est-ce que je me trompe ou ça va un peu mieux pour nous?», a-t-elle lancé aux militants péquistes de la nouvelle circonscription de Repentigny, ragailardis par les bonnes nouvelles des dernières semaines.

Selon un sondage publié samedi par *Le Devoir*, Pauline Marois aurait même été élue à la tête d'un gouvernement majoritaire si des élections avaient eu lieu la semaine dernière.

François Legault, quant à lui, continue sa chute. Roi incontesté des sondages il y a à peine deux mois, le politicien voit maintenant sa formation accuser presque 10 points de retard sur le Parti québécois dans les intentions de vote.

Une boutade à la CAQ

«Ce n'est pas mauvais», a-t-elle lancé en boutade, en s'en tenant à sa politique de ne pas commenter les sondages. Son grand sourire en disait plus long que sa déclaration. Mais malgré ces résultats probants, M^{me} Marois n'entend pas baisser le ton.

La Coalition avenir Québec (CAQ) «prétend incarner le changement», mais veut marcher dans les traces du



Pauline Marois a rencontré les militants péquistes de la nouvelle circonscription de Repentigny, hier.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

gouvernement Charest quant aux dossiers des droits de moyenne, c'est un groupe de pression parmi les autres», a

«Est-ce que je me trompe ou ça va un peu mieux pour nous?»

— Pauline Marois, chef du Parti québécois

scolarité et de la taxe santé, a-t-elle clamé. «J'imagine que, pour François Legault, les familles de la classe

attaqué Pauline Marois, de passage à Repentigny pour l'assemblée d'investiture de Scott McKay. «Il a dit la

même chose des étudiants cette semaine.»

Questionnée quant à la possibilité d'un retour imminent des députés Pierre Curzi et Louise Beaudoin au Parti québécois, Pauline Marois a refusé d'infirmier ou de confirmer l'hypothèse.

«La porte est ouverte»

«Cette décision leur appartient. La porte est toujours ouverte. Je l'ai dit depuis le

début», s'est-elle limitée à faire valoir. M. Curzi a pour sa part affirmé que sa décision de rentrer ou non au bercail «relève du domaine qu'[il ne veut] pas rendre public pour le moment». Mais «le plus tôt possible», le député de Borduas annoncera «ces décisions, qui sont encore en train de mijoter».

Louise Beaudoin, elle, est à l'étranger jusqu'à la semaine prochaine.

Si Bernard Drainville a déjà fait connaître son désir de voir les deux démissionnaires regagner l'aile parlementaire péquiste le plus rapidement possible, d'autres députés pourraient être moins prompts à leur pardonner.

Stéphane Bédard, leader parlementaire du Parti québécois à l'Assemblée nationale, a refusé d'indiquer à *La Presse* si son caucus est réticent à voir M. Curzi et M^{me} Beaudoin regagner les pupitres de l'opposition officielle.

Un caucus uni?

«Ce dossier-là relève de M^{me} Marois et tout le monde a confiance qu'elle va prendre les meilleures décisions pour l'équipe», a affirmé ce fidèle de la chef péquiste, après un long silence. Le caucus est-il uni dans ce dossier? «Il est uni derrière M^{me} Marois. Tout le monde est conscient que c'est elle qui mène ces discussions-là et que c'est à elle de prendre la meilleure décision.»

Leur comparse démissionnaire, Lisette Lapointe, a annoncé le week-end dernier qu'elle ne sollicitera pas un nouveau mandat aux prochaines élections.

Bachand défend le principe de l'utilisateur-payeur

LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Un contribuable qui veut obtenir un service public doit accepter de payer de sa poche une partie de la facture, selon le ministre des Finances, Raymond Bachand.

Lors d'une entrevue à *La Presse Canadienne*, le ministre s'est livré à un plaidoyer en faveur de la «juste part» payée par les contribuables, quelques jours avant la présentation de son budget, le 20 mars.

Ce troisième budget du ministre Bachand prend une couleur particulière, car il pourrait bien être celui avec lequel le gouvernement sollicitera un quatrième mandat.

La formule «que chacun paie sa juste part» des services publics semble donc en voie de devenir le mantra du gouvernement Charest, et pas seulement pour les droits de scolarité.

Au contraire, ce principe «devrait s'appliquer partout, sauf dans la santé de base parce que la santé, on a décidé comme société que c'était gratuit», a précisé le ministre.

«Il faut que chaque citoyen, quand il demande quelque chose à l'État, il se demande c'est quoi la juste part, comme moi, je dois le faire», ajoute M. Bachand, qui éprouvera un

sentiment de fierté le jour où cette «révolution culturelle» deviendra réalité, car elle se fera au profit des générations futures.

Le fardeau des contribuables

C'est bien sûr l'État qui doit se réserver le droit de définir ce qu'est la «juste part».

«Il faut que chaque citoyen, quand il demande quelque chose à l'État, il se demande c'est quoi, la juste part, comme moi, je dois le faire.» — Raymond Bachand, ministre des Finances du Québec

Déjà, le gouvernement a alourdi le fardeau des contribuables en leur imposant diverses hausses au fil des ans: TVQ, taxe sur l'essence, tarifs et cotisation santé annuelle de 200\$, notamment. Le ministre réplique qu'il a en contrepartie baissé les impôts.

La situation budgétaire du gouvernement demeure très fragile, au point où on a dû songer à reporter l'échéance du

retour à l'équilibre budgétaire, prévu en 2013-2014, pour soutenir davantage l'économie et faire entrer plus d'argent dans les coffres.

«La question s'est posée», convient le ministre. À l'automne, le gouvernement a plutôt choisi de s'en tenir à son plan de match, tout en reportant d'un an (en 2014-2015 au lieu de 2013-2014) un total de 1 milliard de mesures.

Québec garde donc le cap sur le déficit zéro en 2013-2014.

M. Bachand se fait rassurant, en prédisant qu'en 2015, le Québec affichera un surplus budgétaire de 2 milliards. Cette somme servira à rembourser la dette, véritable boulet des finances publiques. Le Québec affiche la dette brute la plus élevée de toutes les provinces canadiennes, dépassant les 173 milliards, soit 55% du produit intérieur brut (PIB).

Le Plan Nord

Pour financer ses programmes sociaux, Québec misera plus que jamais dans son budget sur la création de richesse.

Aussi, avec en fond de scène l'objectif d'assurer le succès du Plan Nord, le budget du 20 mars mettra l'accent sur l'exploitation des ressources naturelles, par diverses mesures «très ciblées et structurantes» destinées à certains secteurs d'activité porteurs, en vue de leur «donner un élan».

Le temps est venu, selon le ministre Bachand, de montrer à la population que le Plan Nord n'est pas un rêve, mais «que c'est vrai, le Plan Nord, que ça se passe en réalité, et que ça va bien».

Jean Charest fait une visite en France

MICHEL DOLBEC
LA PRESSE CANADIENNE

PARIS — Profitant de l'accalmie parlementaire à Québec, le premier ministre Jean Charest a entrepris hier une courte visite à Paris, au programme de laquelle ne figure, en raison de la campagne présidentielle, aucune rencontre politique de haut niveau.

L'agenda de M. Charest n'est pas très chargé. Le premier ministre assistera ce soir à une représentation spéciale de la comédie musicale *Belles-sœurs* au Théâtre du Rond-point, avant laquelle il prendra la parole. Plus tôt dans la journée, il aura eu un entretien avec le secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie, Abdou Diouf, sur la préparation du premier Forum mondial de la langue française, qui se tiendra l'été prochain à Québec.

«C'est extrêmement important. On travaille beaucoup

pour en faire un succès», a dit le premier ministre.

Mercredi, M. Charest prononcera une conférence devant l'Institut français des relations internationales. Ce seront là ses seules activités publiques, puisque la journée de demain sera consacrée à des activités privées.

«Ce n'est pas très intrigant, a assuré le premier ministre. J'aurai des rencontres avec des amis qui s'intéressent, entre autres, à la politique française. Ça sera l'occasion de faire le point sur la campagne présidentielle sans pour autant se mêler de la campagne. Vous comprenez que comme on est ici en pleine campagne électorale, on fait un effort pour ne pas déranger les politiques français. Ils sont très occupés.»

La liste des personnalités que rencontrera le premier ministre n'est pas connue, mais on sait que le nom de son ami, l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin, y figure.

ENSEIGNANTS

La CAQ créerait un ordre professionnel

LA PRESSE CANADIENNE

La Coalition avenir Québec (CAQ) s'est engagée hier à créer un ordre professionnel des enseignants si elle formait le prochain gouvernement du Québec, une proposition à laquelle s'est pourtant opposée la grande majorité des enseignants, il y a quelques années.

«Il faut valoriser les enseignants et leur statut social», a lancé le chef du parti, François Legault, qui soutient qu'un ordre professionnel constituerait la meilleure façon de s'assurer de la réussite des enfants en garantissant la qualité de l'enseignement.

La CAQ propose notamment de concentrer l'aide

financière dans les écoles où il y a davantage d'élèves en difficulté, de fournir plus d'orthophonistes et d'orthopédagogues et d'augmenter le salaire des enseignants et des directeurs de 20%.

Des évaluations annuelles

Les enseignants du primaire et du secondaire seraient également évalués deux fois par année, et un des critères de cette évaluation concernerait les résultats des élèves, «en tenant compte du milieu socioéconomique», a précisé M. Legault.

Cette proposition recevra un accueil tiède de la part des enseignants, au dire de la présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE), Manon Bernard.

ERRATUM

Nous tenons à apporter une précision au texte CHOISIR VIA RAIL POUR AFFAIRES, publié aujourd'hui dans LA PRESSE AFFAIRES MAGAZINE.

Dans l'encadré mauve à la page 4 du dossier VOYAGE D'AFFAIRES, il est mentionné qu'un service de bar est disponible dans le Salon Panorama de VIA Rail. Notez que seuls des rafraîchissements non-alcoolisés y sont servis.

La Presse s'excuse pour tout inconvenient que cela a pu causer.

Merci

NE MANQUEZ PAS
NOTRE CAHIER SPÉCIAL

AUTO
PRINTEMPS

DEMAIN DANS

LA
PRESSE

ACTUALITÉS

Chute mortelle d'un grimpeur

La victime est tombée de la Pomme d'or, sommet populaire dans Charlevoix

LE SOLEIL

Un alpiniste de 28 ans de Québec, Philippe Eynaudi, a fait une chute mortelle samedi après-midi dans le parc national des Hautes-Gorges-de-la-Rivière-Malbaie. Cet expert dans l'escalade sur glace a connu un sort tragique à quelques mètres seulement du sommet de la Pomme d'or, voie d'escalade éreintante et prestigieuse de Charlevoix.

L'accident est survenu à un endroit reculé et peu accessible du parc des Hautes-Gorges. Les amateurs d'escalade sur glace rêvent de gravir ce sommet de 350 mètres de Charlevoix, mais bien peu y parviennent.

Ce sommet requiert une patience et une préparation exemplaires. Philippe Eynaudi en rêvait depuis longtemps. Tout l'hiver, il a laissé transparaître son intention de réaliser l'exploit. Son partenaire de grimpe et lui étaient fin prêts pour la montée. Pour se rendre à la base de la voie d'escalade, ils ont dû franchir près de 30 kilomètres le long de la rivière Malbaie, en combinant la marche et la raquette. Une expédition de plusieurs jours.

Les vrais mordus d'escalade dorment habituellement au pied du sommet et attaquent le roc gelé avant les premières lueurs du jour. C'est ce qu'a fait Philippe Eynaudi, Français d'origine féru d'escalade de glace.

Aux aurores, il a pris d'assaut la voie. La progression s'est bien déroulée une bonne partie de la journée. Mais vers la toute fin, l'ascension a viré au drame. Philippe Eynaudi a fait une chute, toujours inexplicable.

Son partenaire de grimpe a vu son ami tomber de haut. Il a vite constaté qu'il était inconscient, suspendu dans le vide. Pendant de longues heures, il a entrepris de le descendre au sol pour enclencher une pénible course vers les secours.

Loi des secouristes

Mathieu Leblanc est un ami personnel et collègue de travail de Philippe Eynaudi. Il a souvent grimpé à ses côtés. Hier matin, il a discuté longuement avec le partenaire de glace de la victime. « C'est très courageux, ce qu'il a fait, soutient-il. C'est une montée très longue, compliquée et technique. Et là, il a dû descendre son ami inconscient jusqu'en bas. Il a gardé son sang-froid. Ça prend beaucoup de courage pour descendre son ami comme ça. »

Une fois au sol, le partenaire de grimpe est demeuré avec son ami inconscient. Un couple d'escaladeurs présent au pied de la falaise a aussitôt pris le relais et couru appeler à l'aide.

Mais l'aide était loin. Les deux grimpeurs ont franchi 16 kilomètres à pied avant de pouvoir faire un appel d'urgence. Un coup de chance. Normalement, le téléphone le



PHOTO TIRÉE DE L'INTERNET

C'est dans cette célèbre voie d'escalade de Charlevoix que l'accident s'est produit, samedi après-midi.

plus près se trouve à 31 kilomètres de la Pomme d'or. Les ambulanciers ont reçu l'appel de détresse vers 21 h, plusieurs heures après la chute.

Les secours sont arrivés 1 h 45 plus tard en motoneige au pied de la falaise. Philippe Eynaudi a été transporté à l'hôpital, où sa mort a été confirmée.

« Dans ce genre d'accident, il n'y a pas grand-chose que l'on puisse faire. Les lieux d'escalade sont éloignés et les chutes ne pardonnent pas », résume son ami Mathieu Leblanc.

Philippe Eynaudi habitait à Québec depuis quelques années. Sa copine habite également la ville. La famille de

ce Français d'origine arrivera aujourd'hui dans la capitale. Le parcours de Philippe Eynaudi est empreint de son amour des hauteurs et de la grimpe. Il gagnait sa vie comme pilote d'hélicoptère. Il a aussi réalisé des contrats spécialisés dans des structures en hauteur.

EN BREF

Un Hells Angel arrêté au Panama

Michel Smith, Hells Angel du Québec recherché depuis l'opération SharQc en 2009, a été arrêté vendredi au Panama. Selon des médias panaméens, l'homme de 49 ans a été appréhendé dans la région touristique de Playa Coronado, sur la côte Ouest. Il devrait être extradé au Canada sous peu. Michel Smith devrait faire face à 29 chefs d'accusation, dont 22 pour meurtres et trafic de drogue. La Gendarmerie royale du Canada (GRC) estimait que Smith, surnommé l'Animal, pouvait se trouver au Panama. Sur son site internet, le corps policier le qualifiait de « violent ». — La Presse Canadienne

30 000 \$ d'aide humanitaire envolés

Un homme du Burundi détenteur du statut de résident permanent au Canada a détourné des milliers de dollars d'aide humanitaire destinés à la population du Mali, l'un des pays les plus pauvres du monde, selon des documents récemment rendus publics. Les responsables de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ne s'attendent pas à récupérer les 30 000 \$ subtilisés par le dirigeant d'une organisation non gouvernementale qui aurait fui le Mali après que des diplomates canadiens eurent fait appel aux tribunaux dans le but de recouvrer l'argent. L'aide visait à remettre en état des latrines, à construire cinq hangars et à creuser une tranchée filtrante au village de Sanankoroba, près de la capitale, Bamako. Un expert mandaté par le Canada a constaté que les hangars étaient presque terminés, que seulement 60 % de la tranchée filtrante avait été creusée et que l'assainissement des latrines n'avait pas débuté. — La Presse Canadienne

Une promenade vire au drame

Une fillette de 7 ans lutte pour sa vie après être tombée dans la rivière Lorette à L'Ancienne-Lorette, près de Québec, hier après-midi. Le drame s'est produit peu avant 13 h dans le sentier pédestre longeant la rivière. La jeune fille, qui habite le quartier, se promenait avec ses parents lorsqu'elle aurait fait une chute dans la rivière. Les secours n'ont pas tardé à arriver, et des manœuvres de réanimation ont été pratiquées sur la victime. Celle-ci aurait toutefois subi un arrêt cardiorespiratoire pendant plusieurs minutes. Son état était jugé critique hier soir. — Le Soleil

stbasilehonda.com

hamelhonda.com

chamblyhonda.com

BEAUCOUP PLUS QU'UNE OFFRE POUR VOUS

METTEZ NOUS AU DÉFI !

CIVIC BERLINE 2012

LOCATION 48 MOIS **198\$** /MOIS

0\$ COMPTANT

NOS OFFRES EN LIGNE SONT IMBATTABLES !

CR-V 2012

LOCATION 48 MOIS **328\$** /MOIS

ENTIÈREMENT REDESSINE

1995 \$ COMPTANT

NOS OFFRES EN LIGNE SONT IMBATTABLES !

WOW! UN VRAI RABAIS!

UN VRAI

4000\$ DE RABAIS

20 SUR NOS **23** DERNIERS CR-V 2011

332, rue Dubois, St-Eustache
450 491-8444 | 514 875-1919

135, boul. Sir-Wilfrid-Laurier, St-Basile (Route 116)
450 461-9999

850, boul. Périgny, Chambly, Route 112
450 658-6699

initialeMS pour l'année 2011. Le sondage est basé sur les réponses de 73 790 propriétaires. Les données sont basées sur l'expérience et la perception des propriétaires ayant participé au sondage effectué sur le CR-V LX 2RM 2012 neuf (modèle RM3H3CE). Franchise de kilométrage de 96 000 km ; plus de 10 ans. **Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre.** Offres valides seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le manufacturier et valides sur les véhicules en inventaire seulement. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails.

* Les Civic 2012 actuellement arrivés chez les concessionnaires sont pour fins de démonstration et d'essai routier. Les clients sont invités à venir en faire l'essai et à commander la Civic 2012 de leur choix. L'offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur la Civic berline DX manuelle 2012 neuve (modèle FB2E2CEX). Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre accidentaire. Transport et préparation de 1 395 \$. Prix à l'achat pour ce véhicule: 16 385 \$. Transport et préparation inclus. Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valides seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le manufacturier et valides sur les véhicules en inventaire seulement. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails.

CONCOURS

EXPO manger santé vivre vert

À GAGNER UN FORAÎT POUR 2 PERSONNES AU SPA EASTMAN

Au Palais des Congrès de Montréal les 16, 17 et 18 mars

Pour tous les détails et pour participer : lapresse.ca/concours

La date limite pour participer est le 19 mars. Le règlement est disponible à La Presse et lapresse.ca. La valeur totale du prix est de 1400 \$.

LE TOUR DU GLOBE

SUISSE

Les six semaines de vacances refusées

Le groupement d'associations Travail.Suisse, à l'origine de l'initiative « Six semaines de vacances pour tous », s'est déclaré déçu de son rejet par le peuple suisse, hier, lors d'un référendum, à la majorité des cantons. Selon les résultats officiels définitifs, le « non » l'a emporté par 66,5 % des voix. La durée des congés payés en Suisse reste fixée par la loi à quatre semaines par an. — AP

ALLEMAGNE

Manifestation contre le nucléaire

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans toute l'Allemagne contre l'énergie nucléaire hier, jour du premier anniversaire de la catastrophe de Fukushima, au Japon. Selon les organisateurs, ils étaient près de 50 000 personnes à protester dans six régions de l'Allemagne, avec pour slogan: « Fukushima nous avertit: il faut fermer les centrales maintenant! » L'accident nucléaire à la centrale de Fukushima est survenu à la suite du séisme et du tsunami du 11 mars 2011 qui ont fait plus de 19 000 morts et disparus. — AFP

SYRIE

Annan part, la violence continue

Kofi Annan, dépêché par les Nations unies et la Ligue arabe, a quitté la Syrie hier sans avoir pu obtenir du président Bachar al-Assad la fin de la répression sanglante contre le mouvement de contestation. Parallèlement, les forces du régime ont poursuivi leur offensive contre des bastions rebelles dans le nord du pays, bombardant notamment la ville d'Idlib. — AP

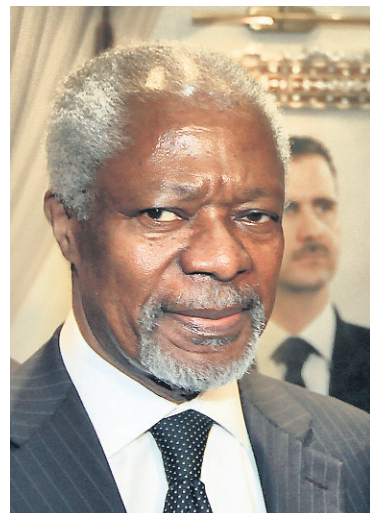


PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE
Kofi Annan

LE CHIFFRE DU JOUR

60 %

L'Afrique reste le continent dont l'accès à des ressources en eau de qualité est le plus limité, les Américains du Nord sont toujours les plus grands consommateurs tandis que l'Asie-Pacifique souffre d'un problème de sécurité alimentaire, selon le 4^e rapport ONU-UNESCO sur l'eau. « À peine 60 % de l'Afrique subsaharienne est alimentée en eau potable », constate le document publié hier à l'ouverture du Forum mondial de l'eau. — AFP

L'association des concessionnaires GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs 2012 Sierra à cabine multiplace (TK105431SF) et Terrain (TLF2611SA). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Transport (1 495\$) et taxe de climatisation (100\$, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'achat des véhicules inclus. Les versements mensuels peuvent varier selon la valeur du véhicule d'échange. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. 2. Le GMC Terrain a été nommé Choix sécuritaire par l'assurance. Les versements mensuels peuvent varier selon le montant emprunté et le versement initial/échange. Exemple: basé sur un financement de 29 990\$ à un taux annuel de 0%, le paiement mensuel est de 416,53\$ pour 72 mois. Le coût d'emprunt est de 0\$, et l'obligation totale est de 29 990\$. L'offre ne comporte aucun paiement d'intérêt. Certaines conditions s'appliquent. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAQ Québec (excluant la région de Gatineau - Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMC s'est réservée le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.

HAUTEMENT PROFESSIONNEL

CAPACITÉ DE REMORQUAGE JUSQU'À 10 700 LB

SIERRA SL 2012 4X4 À CABINE MULTIPLAGE

LOCATION 24 MOIS

369\$¹
/mois

2 795\$
DE COMPTANT
OU ÉCHANGE
ÉQUIVALENT

OU

FINANCEMENT
À L'ACHAT

0%
SUR
48 MOIS²

Comprend transport, taxe de climatisation et 1 000\$ d'accessoires chromés.



Modèle SLT illustré

**ÉQUIPÉ DE 1000\$
D'ACCESSOIRES CHROMÉS
SANS FRAIS ADDITIONNELS***

MARCHEPIEDS



POIGNÉES DE PORTE



RÉTROVISEURS



TERRAIN SLE 2012

- Rendement éconergétique de 6,1 L/100 km sur route
- Moteur ECOTEC^{MD} 4-cyl. de 2,4 L développant 182 HP
- Freins ABS avec aide au freinage d'urgence et au démarrage en pente
- Système StabiliTrak^{MD} et traction asservie

**LE PLUS SÉCURITAIRE,
TROIS FOIS PLUTÔT QU'UNE.**

MEILLEUR CHOIX SÉCURITAIRE DE L'IIHS
TROIS ANNÉES DE SUITE²

PRIX À L'ACHAT
29 990\$³

FINANCEMENT À L'ACHAT
0% sur **72** mois⁴

Comprend le transport et la taxe de climatisation.



Modèle SLT illustré



LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS
5 ANS * GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS
DU GROUPE MOTOPROPULSEUR
160 000 KM * ASSISTANCE ROUTIÈRE
* TRANSPORT DE COURTOISIE

* SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ. GARANTIE POURSUIVIE EN DÉTAILS SUR LA GARANTIE LIMITÉE CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

GMC

OFFREGMC.CA

MONDE

Carnage en Afghanistan

Un militaire américain tue 16 villageois, dont 9 enfants, et brûle les corps de 11 d'entre eux



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Après avoir quitté sa base au petit matin et marché près de deux kilomètres pour atteindre le premier de trois villages dans la province de Kandahar, bastion taliban du sud de l'Afghanistan, un sergent de l'armée américaine est allé de porte en porte, tentant de s'introduire à l'intérieur.

Il a finalement réussi à entrer dans trois maisons et à abattre, de sang-froid, au moins 16 personnes, dont 9 enfants et 3 femmes, selon des responsables afghans et américains. Dans un des villages, il a rassemblé 11 dépouilles, dont celles de 4 fillettes de moins de 6 ans, et y a mis le feu, perpétrant ainsi ce qui est probablement l'acte le plus horrible commis par un soldat américain depuis le début de la guerre en Afghanistan.

Puis il est retourné à sa base, où il a été placé en détention peu après.

Le carnage, dont le mobile n'était pas encore connu au moment de mettre sous presse, ne pouvait pas plus mal tomber. La colère soulevée par l'incinération d'exemplaires du Coran sur la base américaine de Bagram venait à peine de s'apaiser en Afghanistan, où six soldats américains ont été abattus par leurs collègues afghans entre le 23 février et le 1^{er} mars.

Le président afghan Hamid Karzaï a condamné le massacre d'hier, en le qualifiant d'« assassinat ».

« Le gouvernement a condamné à maintes reprises des opérations conduites sous le nom de guerre contre la terreur, qui causent des pertes civiles. Mais quand des Afghans sont tués délibérément par des forces américaines, il s'agit d'un assassinat et d'une action impardonnable », a-t-il dit en demandant justice pour les victimes.

Justice que lui ont promise le président américain et son secrétaire à la Défense.

« Je suis profondément attristé par les informations qui font état de la mort de civils afghans », a déclaré Barack Obama dans un communiqué, en présentant ses



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Cet homme pleure l'assassinat de 16 villageois afghans, dont 9 enfants et 3 femmes, aux côtés des dépouilles de quelques-unes des victimes.

« condoléances aux familles et aux êtres chers de ceux qui ont perdu la vie et au peuple d'Afghanistan qui a enduré trop de souffrance et de violence ».

Rendre des comptes

« Cet événement est tragique et consternant et n'est en rien représentatif du caractère

Le chef du Pentagone, Leon Panetta, a fait savoir de son côté qu'il avait assuré le président Karzaï que les responsables du massacre seraient traduits en justice.

« Nous ne ferons l'économie d'aucun effort pour établir les faits aussi vite que possible, et nous ferons en sorte que toute personne responsable de cette

ont été tuées dans la même maison.

Quatre autres personnes ont été abattues dans une autre maison, située dans un second village, et une autre dépouille a été découverte dans une troisième maison.

Au moins cinq personnes ont également été blessées.

Des doutes

Des Afghans ont mis en doute la version de responsables afghans et américains selon laquelle un seul soldat a commis le massacre. D'autres ont dit avoir vu un groupe de militaires américains arriver dans leur village vers 2 h du matin. Certains ont même dit que les soldats étaient ivres.

Mais d'autres Afghans ont affirmé n'avoir vu qu'un soldat, selon un compte rendu publié sur le site du *New York Times*.

« Je ne peux pas expliquer les motivations derrière ces actions insensées, mais ce n'était en aucun cas autorisé par l'ISAF »,

a déclaré le général Adrian Bradshaw, commandant adjoint de la forcée armée de l'OTAN en Afghanistan.

L'armée américaine n'a pas dévoilé le nom du suspect, se contentant de donner son rang. Des médias américains ont cependant précisé qu'il s'agit d'un militaire de 38 ans, père de trois enfants, qui avait été déployé trois fois en Irak avant de servir en Afghanistan. Sa brigade est normalement stationnée sur la base de Fort Lewis, dans l'État de Washington.

Le massacre survient au moment où l'impopularité de l'intervention en Afghanistan est à son comble aux États-Unis. Pas moins de 60% des Américains estiment désormais que cette guerre n'en valait pas la peine, selon un nouveau sondage ABC News-*Washington Post*.

L'administration Obama a déjà annoncé son intention de mettre un terme à la mission de combat américaine en Afghanistan en 2014.

« Cet événement est tragique et consternant et n'est en rien représentatif du caractère exceptionnel de nos troupes, ni du respect que les États-Unis portent au peuple afghan. » — Barack Obama, président des États-Unis

exceptionnel de nos troupes, ni du respect que les États-Unis portent au peuple afghan », a ajouté le chef de la Maison-Blanche en apportant son soutien à une enquête pour « établir les faits aussi vite que possible afin de faire rendre des comptes aux responsables ».

violence soit pleinement poursuivie dans le cadre de la loi », a-t-il dit dans un communiqué.

Le massacre s'est produit dans le district de Panjwayi, à environ 35 km à l'ouest de la ville de Kandahar. Selon des témoins cités par des agences de presse, 11 des victimes

D'importants annonceurs larguent Limbaugh et cie

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Le sort de Jeff Fillion attend-il Rush Limbaugh et tous ses imitateurs radiophoniques, qui ont inondé les ondes hertziennes d'un discours politique ultraconservateur au cours des 20 dernières années aux États-Unis?

La question se pose sérieusement depuis vendredi. Ce jour-là, *Premiere Networks*, la société qui distribue les talk-shows de Limbaugh et de plusieurs de ses semblables, a transmis à ses stations affiliées une liste de 98 annonceurs ayant demandé de limiter leurs publicités à des émissions dont le contenu n'est pas « offensant ou controversé ».

De grands noms

Premiere Networks a donné en exemple d'émissions à éviter celles de Limbaugh, Sean Hannity, Glenn Beck, Mark Levin et Michael Savage, quelques-unes des plus grandes gueules de la droite américaine. Et qui sont ces annonceurs désireux de ne plus être associés avec ces animateurs? L'on trouve notamment parmi eux des géants de l'automobile (Ford, GM, Toyota), de l'assurance (Allstate, Geico, Prudential, State Farm) et de



PHOTO RON EDMONS, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

La cote de Rush Limbaugh et de ses émules ultraconservateurs est en baisse.

la restauration (McDonald's, Subway).

La note de *Premiere Networks* à ses stations affiliées fait suite à la tempête soulevée aux États-Unis par les propos misogynes tenus par Limbaugh à l'endroit de Sandra Fluke, étudiante en droit de l'Université de Georgetown et militante féministe. Le 3 mars, l'animateur de radio s'est excusé d'avoir traité la jeune femme de « salope » et de « prostituée » à la suite des interventions publiques de celle-ci en faveur de la politique de l'administration Obama en matière de contraception.

Mais les excuses de Limbaugh n'ont pas suffi à mettre un terme à la controverse. Quelque 50 annonceurs ont abandonné son émission depuis le 2 mars. À New York, la station WABC a notamment dû se résigner vendredi à diffuser gratuitement des messages d'intérêt public pendant la plupart des pauses publicitaires du *Rush Limbaugh Show*.

Effet d'entraînement

La liste des 98 annonceurs contenue dans la note de *Premiere Networks* indique non seulement que le

boycottage contre Limbaugh prend de l'ampleur, mais qu'il s'étend également à d'autres animateurs controversés.

Serait-ce le début de la fin pour Rush Limbaugh et cie?

La question se pose également depuis que les cofondatrices de l'organisation *Women's Media Center* — Jane Fonda, Robin Morgan et Gloria Steinem — ont appelé au retrait de Limbaugh des ondes.

« Ironiquement, la misogynie propagée pendant trois jours par Rush Limbaugh au sujet de Sandra Fluke n'était pas pire que sa diffusion régulière de propos sexistes, racistes et homophobes », écrit le célèbre trio de féministes en donnant des exemples de ce discours « haineux » dans une tribune publiée samedi sur le site internet de la chaîne de télévision CNN.

« Limbaugh ne fait pas que traiter les gens de tous les noms. Il promeut un langage qui déshumanise de façon calculée ses cibles », ajoutent les trois femmes en faisant notamment référence au mot « féminazie » que l'animateur utilise pour critiquer certaines femmes.

Le trio de féministes demande à Clear Channel Communications, le groupe de médias qui possède *Premiere Networks*, de « nettoyer ses ondes », faute de

quoi il encouragera les gens à se plaindre au FCC, le CRTC américain.

« Ce n'est pas politique, assurent Fonda, Morgan et Steinem. Bien que nous soyons opposées au point de vue politique de Limbaugh, ce qui est en jeu est l'impact social d'un discours toxique qui incite à la haine. Pendant 20 ans, Limbaugh s'est caché derrière le Premier amendement, ou a déclaré qu'il ne faisait que de « l'humour » ou du « divertissement ». Il a effectivement un droit constitutionnel à ses opinions. Mais il n'a pas un droit constitutionnel aux ondes publiques. »

Appui d'un gauchiste

Limbaugh aura été défendu par au moins une grande gueule de la gauche. L'humoriste Bill Maher a en effet affirmé vendredi, dans le cadre de son émission *Real Time* présentée sur la chaîne HBO, que l'animateur de radio ne devait pas être ciblé pour « une mauvaise blague ».

Il faut dire que Maher est lui-même sur la sellette. Plusieurs commentateurs de droite ont rappelé qu'il avait déjà utilisé des termes dégradants pour parler de Sarah Palin et de Michelle Bachmann, entre autres. Ils ont en outre demandé à un comité d'action politique favorable à Barack Obama de rendre le don de 1 million de dollars que lui a versé récemment Maher.

Le responsable de ce comité, Bill Burton, a refusé cette demande. Selon lui, il n'y a aucune comparaison possible entre ce qu'a pu dire « un comédien au cours de sa carrière à propos de personnalités publiques » et ce que Limbaugh, « leader de facto du Parti républicain », a dit au sujet de Sandra Fluke.

Sarkozy passe à l'attaque

Le président français fouette ses troupes dans un grand rassemblement



MARC THIBODEAU

VILLEPINTE, France — Des dizaines de milliers de partisans du président français Nicolas Sarkozy ont convergé hier à Villepinte, en banlieue parisienne, pour participer à un grand rassemblement qui visait à galvaniser sa campagne de réélection et à créer un électrochoc dans l'électorat du pays.

Le politicien, qui tente en vain depuis plusieurs semaines de réduire l'écart dans les sondages avec son adversaire socialiste François Hollande avant la tenue du premier tour de l'élection présidentielle, a été accueilli sur scène par une foule enthousiaste qui scandait son nom en agitant des drapeaux français.

Dans un discours d'une heure régulièrement interrompu par les cris de militants survoltés répétant «Nicolas président» ou «On va gagner», il a longuement défendu son bilan des cinq dernières années.

Action européenne

Le candidat de la droite traditionnelle a mis un accent particulier sur son action à l'échelle européenne. Sans l'impulsion de la France, a-t-il assuré, le continent aurait répondu «en ordre dispersé» à la crise des dernières années et le continent se serait «disloqué».

«Il n'y aurait pas eu d'accord pour sauver la Grèce. L'euro aurait disparu. Les Français auraient perdu leur épargne. Le pouvoir d'achat se serait effondré. En se battant pour les autres, la France s'est battue pour elle-même. Elle s'est protégée. Elle a résisté», a souligné Nicolas Sarkozy.

«Tenir encore. Tenir toujours. Tenir envers et contre tout, car si le président de la République ne tient pas, c'est tout l'édifice qui peut se fissurer.» — Nicolas Sarkozy

Le chef d'État a assuré, du même souffle, qu'il était nécessaire aujourd'hui de «changer l'Europe» pour faire en sorte qu'elle constitue non pas une «menace, mais une protection» pour les populations du continent.

Virage à droite

Il a indiqué qu'il entendait demander que soient revus les accords de Schengen de manière à «imposer une discipline commune» dans les contrôles aux frontières et à limiter les flux migratoires vers les pays membres de l'Union européenne. Faute de progrès sérieuse en ce sens dans les 12 mois qui viennent, la France suspendra sa participation aux accords, a prévenu le politicien.



Nicolas Sarkozy, qui tente d'obtenir un deuxième mandat à l'élection présidentielle de mai prochain, a été accueilli par une foule enthousiaste à Villepinte, en banlieue de Paris. Il a relancé les grands thèmes de sa campagne visant à courtiser les électeurs d'extrême droite.

PHOTO PHILIPPE WOJAZER, REUTERS

Le tour de vis réclamé rejoint plusieurs annonces récentes du président, qui est accusé par ses critiques de «droitiser» son discours pour courtiser l'électorat d'extrême droite. Il avait notamment souligné la semaine dernière son intention de réduire de moitié l'immigration légale en France.

Nicolas Sarkozy entend demander par ailleurs que l'Europe se dote de nouvelles mesures afin d'assurer une «concurrence loyale» avec ses principaux partenaires commerciaux. Faute d'avoir un accès libre aux marchés publics étrangers, les pays du continent devraient réserver une part des marchés publics locaux à des firmes européennes, a-t-il déclaré en se défendant de vouloir encourager le protectionnisme.

«Voilà comment je veux réconcilier la France qui se sent fragilisée, qui se sent dépossédée de tout ce à quoi elle tient et la France qui veut répondre à l'appel du grand large, qui veut conquérir le monde», a relevé le président, qui a peu évoqué son adversaire socialiste durant son discours.

La majorité silencieuse

Les critiques les plus virulentes à l'encontre de François Hollande sont venues des autres orateurs du rassemblement, qui se sont succédé pendant deux heures au micro avant l'entrée en scène de la vedette de la journée.

Jean-Marie Bockel, un élu socialiste que Nicolas Sarkozy avait recruté comme secrétaire d'État en 2007, a accusé le candidat socialiste de «prendre les Français pour des gogos» en refusant de leur parler franchement de la situation du pays.

LES PRINCIPALES FORCES EN PRÉSENCE

RÉSULTATS PROJÉTÉS AU PREMIER TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Sondage CSA diffusé la semaine dernière

François Hollande (Parti socialiste)	30 %
Nicolas Sarkozy (Union pour un mouvement populaire)	28 %
Marine Le Pen (Front national)	15 %
François Bayrou (Mouvement démocrate)	13 %
Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche)	10 %
Éva Joly (Europe Écologie)	2 %

RÉSULTATS PROJÉTÉS AU SECOND TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

En cas d'affrontement entre François Hollande et Nicolas Sarkozy

François Hollande (Parti socialiste)	56 %
Nicolas Sarkozy (Union pour un mouvement populaire)	44 %

Christine Boutin, qui dirige une petite formation d'inspiration catholique, a accusé M. Hollande de défendre une politique «mortifère» en cherchant à faciliter l'accès à l'euthanasie et à l'avortement.

Le secrétaire général du parti du président, Jean-François Copé, a déclaré pour sa part que le candidat socialiste était un élu «conservateur» et sans envergure qui avait fermé les yeux pendant des années sur l'organisation «mafieuse» de plusieurs associations du Parti socialiste.

«Nicolas Sarkozy sera réélu par la majorité silencieuse

qui en a marre de l'impunité médiatique protégeant» François Hollande, a-t-il assuré.

Des vedettes du milieu culturel étaient aussi présentes hier pour marquer l'occasion. Le comédien Gérard Depardieu est notamment monté sur scène pour appuyer le chef d'État, un homme, dit-il, dont on n'entend «que du mal alors qu'il ne fait que du bien».

Appel à la mobilisation

Nicolas Sarkozy a déclaré que son premier quinquennat lui avait permis d'apprendre à la dure que le président de la République est «plus critiqué, plus attaqué, plus caricaturé»

DATES DE L'ÉLECTION

16 mars

Date limite de dépôt des 500 parrainages d'élus requis pour formaliser la participation à la course présidentielle.

20 mars

Publication de la liste officielle des candidats.

9 avril

Début officiel de la campagne.

22 avril

Premier tour de l'élection présidentielle. Seuls les deux candidats remportant le plus grand nombre de voix demeurent en lice.

6 mai

Second et dernier tour de l'élection. Le président est désigné.

Des partisans convaincus

MARC THIBODEAU

VILLEPINTE — Les partisans de Nicolas Sarkozy qui ont participé au rassemblement tenu hier en banlieue de Paris font peu de cas des sondages qui donnent leur champion largement battu au second tour de l'élection présidentielle par le candidat socialiste François Hollande.

«En 2002, les sondeurs n'avaient pas prédit la défaite au premier tour de Lionel Jospin devant Jean-Marie Le Pen. Comment peut-on leur faire confiance aujourd'hui? Tout ce qu'ils avancent, c'est pour faire monter la mayonnaise», relate Patrick Appert en évoquant l'éviction de l'ancien candidat socialiste par le chef du Front national.

Ce chimiste retraité pense que le président sortant a le bilan qu'il faut pour remporter une nouvelle victoire le soir du 6 mai prochain.

Le militant de 61 ans se félicite notamment du fait que le président ait pu mener des centaines de réformes à terme tout en préservant la France de la crise économique. «Par rapport à des pays comme la Grèce, l'Espagne ou l'Italie, on s'en tire pas trop mal. Il y a de la croissance», déclare M. Appert, qui reproche aux

journalistes de noircir indûment le tableau relativement à la situation de son favori.

«Il y a des médias qui ne publient que des mensonges à son égard», déplore le sexagénaire, qui assimile François Hollande à un vendeur de «camelote».

Damiana Dimitrova, qui agitait hier un drapeau de la France dans la foule de partisans réunis à Villepinte, croit aussi que Nicolas Sarkozy va faire mentir les sondages.

Les valeurs d'abord

«Il a permis au pays de ne pas déraiper dans une période difficile [...] Il a beaucoup été critiqué à cause de la crise, mais c'était un phénomène mondial. On a voulu lui faire porter seul le chapeau», relate M^{me} Dimitrova, qui accueillerait avec inquiétude une victoire socialiste à l'élection.

«Avec François Hollande, on ne saura pas où on va. S'il gagne, ce sera l'anarchie», prévient-elle.

Nissim Bellahsen, étudiant de 21 ans présent au rassemblement, affirme être séduit par le fait que Nicolas Sarkozy parle «de valeurs, de travail» et ne se laisse pas détourner de ses projets par les critiques. «Quand on veut être président, on doit savoir



Le comédien Gérard Depardieu est allé appuyer Nicolas Sarkozy au rassemblement d'hier en banlieue de Paris.

PHOTO CHARLES PLATIAU, REUTERS

ce qu'on veut», indique le jeune homme, qui ne s'irrite pas des sorties controversées du chef d'État sur la place de la viande halal en France.

Nicolas Sarkozy ne peut laisser le Front national de Marine Le Pen «s'approprier» cette question même si elle est complètement secondaire, juge-t-il.

«S'il intervient, on le lui reproche. Et s'il n'intervient pas, on le lui reproche aussi. C'est pervers», conclut M. Bellahsen.

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Mon édito 1%



FRANÇOIS CARDINAL

francois.cardinal@lapresse.ca

Le pont Champlain n'est pas qu'une structure de plus au-dessus du fleuve, il s'agit du trait d'union qui relie l'île au continent. D'où l'importance de lui trouver un successeur à la hauteur.

Cela implique un temps de réflexion et de création, un processus qui mise autant sur la technique que sur l'esthétique, une contribution en amont des architectes et designers afin que le futur pont ne soit pas qu'une banale langue de béton.

Ottawa doit faire du futur pont Champlain un audacieux « ouvrage d'art », dans tous les sens du terme.

Hélas, rien ne laisse transparaître l'existence d'une telle sensibilité à Ottawa, pour l'instant.

Au contraire, le ministère fédéral des Transports repousse toutes questions sur le design du futur pont, sous prétexte qu'« elles sont prématurées », trahissant une incompréhension de l'idée même d'un remue-méninges créatif.

Une fois le mode de réalisation sélectionné et les plans techniques élaborés, en effet, il sera trop tard pour concevoir une structure inédite, audacieuse et emblématique. Ce que semble avoir heureusement compris Gérard Tremblay, cette fois...

Malgré le « Montréal, ville de design UNESCO » qu'il ressasse continuellement, le maire s'est trop souvent contenté

d'aborder la question sur le tard, comme pour Turcot et Griffintown. Mais dans la foulée du concours d'idées dont les résultats ont été publiés dans *La Presse*, samedi, il dit vouloir éviter de reproduire cette erreur.

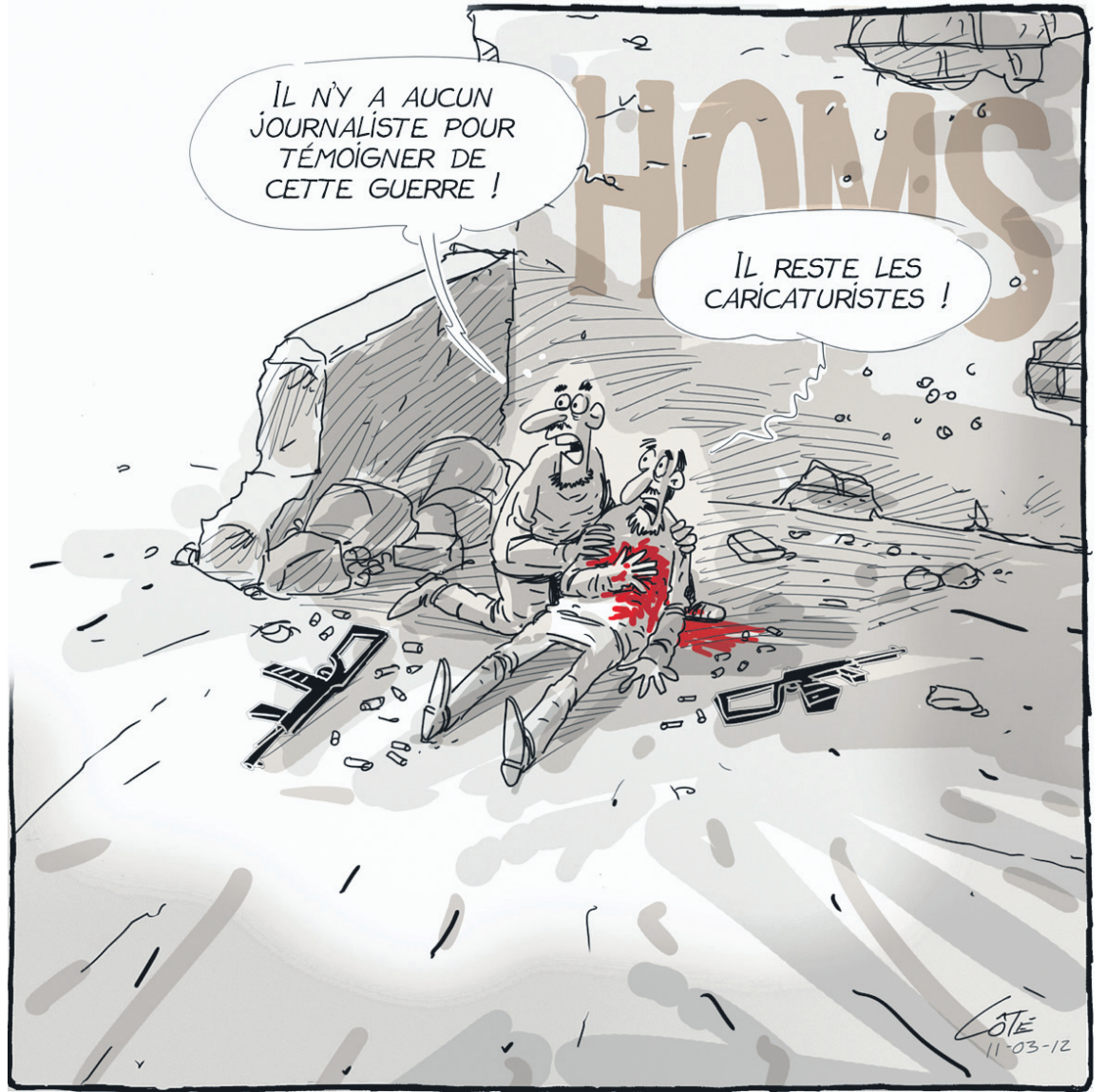
« On m'a reproché de ne pas avoir été en amont dans plusieurs dossiers, cette fois, on ne peut l'être davantage », a-t-il confié. Et pour démontrer sa bonne foi, il y va même d'une proposition qu'il promet de soumettre avec insistance au ministre Denis Lebel: que 1 % du budget total du pont (50 millions de 5 milliards de dollars) soit consacré à la réflexion, la recherche, la conception et la réalisation du volet créatif du projet.

Une suggestion fort à propos qu'Ottawa serait bien mal venu de refuser. Certes, le gouvernement est en période de compression, il a promis que la facture du pont sera limitée et que les échéanciers seront écourtés. Mais rien ne l'empêche de lancer immédiatement un concours international d'architecture et de génie civil, comme l'ont demandé plusieurs experts et ordres professionnels, en puisant à même ses budgets culturels (près de 4 milliards en 2007-2008).

Comme le souligne le parti Vision Montréal de Louise Harel, le pont Champlain est le plus emprunté du pays et constitue du coup un lien national stratégique. En ce sens, le volet créatif de cet ouvrage d'art pourrait très bien être financé à titre d'élément du « patrimoine canadien ».

Si le gouvernement choisit l'attentisme, au contraire, il y a de fortes chances que le mode de gestion qu'il privilégie impose ses propres exigences, qu'un partenariat avec le privé transforme la qualité architecturale en une contrainte financière... facilement évacuée.

La future structure a pourtant le potentiel de devenir une signature, à la fois une entrée de ville majestueuse pour Montréal et un pont dont le pays pourrait être fier. Ne manque qu'un peu de volonté.



DROITS RÉSERVÉS / apcote@lesoleil.com

LE BLOGUE > QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL ?

LES QUARTIERS, MOTEURS DE LA RENAISSANCE



Plusieurs quartiers de Montréal se sont progressivement vidés de leurs forces vives au fur et à mesure que l'attrait de la banlieue et de la qualité de vie qu'elle offrait se faisait sentir. Pour renverser cette tendance, les Justiciers urbains croient que Montréal doit s'affirmer et offrir ce qu'elle a de mieux: la VILLE, un lieu d'échanges et d'interactions socio-économiques qui offre proximité, diversité et mixité. En stimulant la vitalité des quartiers, les avantages de la vie urbaine deviendront accessibles à un plus grand nombre de familles, qui y apporteront en retour une énergie qui contribuera à la dynamiser.

Lisez le billet des Justiciers urbains et réagissez sur www.lapresse.ca/avenirmtl

PHOTO FOURNIE PAR LES JUSTICIERS URBAINS

CONJONCTURE

Puissante, mais fragile

La Russie doit réduire sa dépendance aux hydrocarbures



YVAN LOUBIER

L'auteur est économiste et conseiller principal au cabinet de relations publiques National.

Douze ans se sont écoulés depuis la première accession à la présidence de Vladimir Poutine, son intermède « planté » comme premier ministre et son retour à la présidence lors de l'élection générale de la semaine dernière. Il n'est pas dans notre propos d'aujourd'hui de débattre de cette élection. Mais c'est une bonne occasion de présenter un certain nombre de repères sur les réalités socioéconomiques contemporaines de ce pays que nous connaissons très peu et des défis principaux auxquels font face ses « nouveaux » dirigeants.

Avec sa population de 142 millions d'habitants parmi les plus éduqués du monde, la Russie constitue la huitième économie planétaire et fait partie du club sélect des pays les plus industrialisés (le G8).

Premier producteur mondial de pétrole et deuxième en importance pour le gaz naturel, ces deux secteurs constituent, à eux seuls, 40 % de la valeur du PIB et près de 50 % des recettes de l'État fédéral. Et c'est là à la fois sa puissance et sa fragilité: la Russie doit au premier chef réduire sa trop grande dépendance aux hydrocarbures qui la rend vulnérable aux fluctuations mondiales.

On l'a vu récemment lors de la crise financière et économique de 2008 où les cours pétroliers ont chuté et les actions de Gazprom (94 % de

la production gazière) se sont effondrées, entraînant à leur suite l'ensemble de l'économie. La Russie doit en ce sens diversifier son économie et moderniser ses infrastructures industrielles.

Par ailleurs, la Russie est un pays riche, mais où règnent des inégalités importantes. Tous n'ont pas profité de la croissance économique des dernières années. Et ceux qui en ont profité le plus, ce sont les « oligarques », ces nouveaux capitalistes qui, bénéficiant souvent de leurs positions dans

La Russie est une des rares économies développées à afficher un taux de croissance annuelle de son PIB de plus de 4 % et un endettement public à en faire rougir plus d'un (3 % du PIB).

la hiérarchie du Kremlin, ont été les grands gagnants de la transition de choc vers l'économie de marché et la privatisation des entreprises d'État, imposée dans les années 90 par le président Boris Eltsine.

Bien que la classe moyenne ait trouvé son essor au cours des dernières années, la pauvreté absolue, celle qui fait qu'on ne dispose pas de biens de première nécessité comme la nourriture, le logement et les médicaments pour survivre, dépasse encore les 16 % de la population, près de 23 millions de personnes. S'attaquer à cette pauvreté absolue, voilà le deuxième défi que doit relever la Russie.

Enfin, combattre la corruption qui gruge l'économie russe de l'intérieur constitue certainement le troisième grand défi de l'administration Poutine. La Russie se classe au 143^e rang sur 183 pays au classement de Transparency International (le 183^e étant le plus corrompu). Difficile d'établir l'importance exacte de cette corruption, mais elle touche, selon les observateurs, tous les secteurs d'activité. Certains parlent de plus de 10 % du budget fédéral, d'autres parlent de 20 % de la valeur des contrats publics de plusieurs milliards de dollars chaque année. Vladimir Poutine en a fait un enjeu majeur de la dernière élection.

La Russie ne part pas de zéro. Elle dispose de richesses considérables et elle est aujourd'hui une des rares économies développées à afficher un taux de croissance annuelle de son PIB de plus de 4 % et un endettement public à en faire rougir plus d'un (3 % du PIB). Elle a de plus accédé à l'Organisation mondiale du commerce en décembre dernier, ce qui pourrait contribuer à remettre un peu d'ordre dans les termes et conditions du commerce et favoriser l'investissement étranger. Et, contrairement à plusieurs grands pays industrialisés, les élections sont derrière elle, assurant une stabilité politique de six ans et recentrant les actions gouvernementales vers une véritable gouvernance dans ces temps de turbulences internationales.

Néanmoins, l'édifice est fragile et lézardé en partie par la détresse humaine vécue par une tranche importante de la population et des travers qui, eux aussi, sont tout aussi humains.

La (fausse) réforme du droit d'auteur



VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

vbrousseau-pouliot@lapresse.ca

Le gouvernement Harper s'y prend plutôt mal pour réformer le droit d'auteur. Son projet de loi C-11 protège des serrures numériques inefficaces (mais désirées par Hollywood) et met en péril la gestion collective des droits d'auteur. Mais surtout, il ne répond pas à la principale préoccupation des créateurs: être payé pour leur travail dans un monde de plus en plus numérique.

En campagne électorale, les conservateurs ont décrié la « taxe iPod » proposée par les trois partis de l'opposition. Une réaction politiquement habile, mais hypocrite. Premièrement, on devrait parler de « redevances iPod » et non de « taxe iPod », car on impose une redevance globale pour des droits d'auteur à l'achat d'un lecteur MP3 ou d'un iPod (entre 2 \$ et 22 \$ selon une évaluation datant de 2004). On paie déjà ces redevances à l'achat d'un CD ou d'un DVD vierge. N'eût été une décision de la Cour fédérale en 2004, ce serait aussi le cas sur un iPod ou un lecteur MP3.

Au lieu des « redevances iPod », les conservateurs misent sur une solution inefficace et mal ciblée: l'inviolabilité de la serrure numérique. La loi actuelle ne permet pas de copier un DVD ou un CD sur son ordinateur pour usage personnel, mais le projet de loi C-11 rajouterait une infraction supplémentaire pour avoir brisé une serrure numérique peu importe

l'usage subséquent du matériel protégé. Qui n'a pas déjà copié un DVD sur son ordinateur pour usage personnel? C'est illégal en théorie, mais ces « auto-pirates » que nous sommes tous à un degré divers ne représentent pas une grande menace pour les créateurs: ils ont déjà été payé pour l'œuvre dans un autre format. Le gouvernement Harper se trompe de cible.

Le droit canadien permet déjà de reproduire, dans les limites d'une utilisation équitable, une œuvre protégée par le droit d'auteur aux fins de recherche, documentaire, reportage journalistique ou critique. Le projet de loi C-11 ajoute trois catégories. Pour la parodie et la satire, c'est un ajout heureux. Pour l'éducation, l'objectif est noble, mais les effets sont très inquiétants. Actuellement, les droits d'auteur des recueils scolaires, du primaire à l'université, sont gérés de façon collective par Copibec. Avec le projet de loi C-11, les étudiants obtiendraient gratuitement la plupart de leurs recueils, mais les auteurs perdraient toutes leurs redevances. Pas sûr que ce soit la solution la plus sage.

Le projet de loi C-11 restreindra à plusieurs égards le terrain de jeu des sociétés de gestion collective des droits d'auteur comme Copibec (écrits) et la SOCAN (musique). L'approche du gouvernement Harper: que les détenteurs de droits s'adressent aux tribunaux au lieu de gérer leurs droits collectivement avec leurs clients. Le Barreau du Québec s'oppose à ces recours individuels « souvent non praticables et irréalistes dans le contexte de diffusion de masse » et recommande une « approche moderne et socialement responsable ». Quand même les avocats se plaignent de recours inutiles devant les tribunaux, c'est signe que le projet de loi fait fausse route!

MONDE

Entrevue avec Sari Nusseibeh, ex-conseiller de Yasser Arafat

Une troisième voie pour les Palestiniens



PHOTO SUHAIB SALEM, ARCHIVES REUTERS

Manifestation pour un État palestinien à Gaza. L'avenir du Proche-Orient réside peut-être dans une sorte de fédération où Palestiniens et Israéliens partageraient un espace économique, croit l'intellectuel Sari Nusseibeh.

Un État palestinien souverain? Sari Nusseibeh n'y croit plus. L'ancien conseiller de Yasser Arafat, autrefois grand défenseur de cette solution, pense qu'il est temps d'envisager d'autres options. Quitte à accepter une fédération ou un statut de résident d'Israël pour tous les Palestiniens, explique-t-il dans un livre qui paraît ces jours-ci. Notre correspondante l'a rencontré.



JANIE GOSSELIN
JÉRUSALEM

Une immense chaise bleue trône toujours au centre de Ramallah, en Cisjordanie. Le symbole rappelle la tentative de reconnaissance d'un État palestinien à l'ONU en septembre dernier. La demande est restée lettre morte. Mais l'idée d'un pays souverain est toujours bien vivante pour une majorité de Palestiniens.

Le philosophe Sari Nusseibeh a longtemps partagé ce rêve. Ancien haut représentant de Jérusalem pour l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), il fait partie du camp des colombes. Son plan de paix,

élaboré en 2003 avec l'ancien chef israélien de la sécurité intérieure Ami Ayalon, avait récolté l'appui de 160 000 personnes. Il prônait alors la création de deux États distincts.

Aujourd'hui, il souhaite toujours aussi ardemment une résolution du conflit israélo-palestinien. Mais il ne croit plus à la probabilité d'une Palestine indépendante.

Cul-de-sac

« La solution des deux États, dans sa forme classique, est dans un cul-de-sac, dit l'homme de 63 ans à la chevelure blanche. Les choses ne peuvent qu'empirer pour les Israéliens et les Palestiniens. La situation est dans une impasse. Dans ce contexte, qu'est-ce qu'on peut faire? Je suggère qu'on arrive avec une solution qui n'est pas nécessairement celle d'un État unique, avec laquelle Israël ne serait pas satisfait, ni celle de deux États, mais quelque chose entre les deux. Une troisième voie. »

Une fédération, par exemple, où la Palestine et Israël partageraient un espace économique et territorial commun, tout en gardant certaines compétences. Ou une carte de résidence donnée à tous les Palestiniens, un peu comme celle que possèdent les habitants palestiniens de Jérusalem.

« J'aimerais encore la création de deux États, parce que c'est la solution la moins douloureuse. Mais je ne crois pas que ce soit réalisable maintenant. »

— Sari Nusseibeh

Ce dernier scénario permettrait aux Palestiniens d'avoir accès aux services israéliens et d'avoir une plus grande liberté de mouvement, sans pour autant avoir voix au chapitre dans les décisions gouvernementales.

Il a présenté cette idée, notamment, dans une série de conférences données l'été dernier, publiée sous forme d'essai. Le recueil, *Une allumette vaut-elle toute notre philosophie?*, qui revient également sur le printemps arabe, est paru le 8 mars au Québec.

Pistes pour l'avenir

Assis dans son bureau de Jérusalem-Est, le directeur de l'Université Al-Quds est bien conscient de la marginalité de ses idées. Il ne croit pas que les Palestiniens ni les Israéliens soient prêts à les envisager pour le moment. Mais il tente d'apporter des pistes de réflexion.

« Ma vie politique est terminée, précise-t-il. J'ai milité pour la solution des deux États, mais en ce moment, je ne milite plus. J'apporte des idées en espérant que, plus tard, les gens y trouveront de l'espoir. »

Selon lui, les choix politiques doivent évoluer avec les réalités qui changent sur le terrain. Les colonies qui prennent de l'expansion et les divisions politiques, notamment.

Le philosophe entrevoit un avenir sombre pour les Palestiniens et les Israéliens dans la prochaine année. Mais il espère se tromper.

« J'espère vraiment que j'ai tout faux, soupire-t-il. J'aimerais encore la création de deux États, parce que c'est la solution la moins douloureuse. Mais je ne crois pas que ce soit réalisable maintenant. »

